

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 2-
DIMANCHE 3 AVRIL 1977
N° 416 1,50 F

Belgique 15 FB
Commission paritaire 56942
* *

Ne ratez pas vos trains

Dans la nuit de samedi à dimanche, on reviendra à l'heure d'été. A deux heures du matin, les montres et les horloges devront être avancées d'une heure. Si vous avez un train à 4 h, prenez-le à 3 h de votre montre. Si vous ne l'avez pas réglée dans la nuit.

UNE SEMAINE DE CRISE

Le temps de la réflexion et des émotions passé, la semaine qui se termine aura été fertile en remue-ménage du côté de la bourgeoisie. Installation de Chirac à la mairie de Paris, remise en ordre au sein du PS, discours de « clarification » de Giscard (un de plus), remaniement du gouvernement, Comité Central du PCF, journées parlementaires du RPR. Et aujourd'hui s'ouvre la session de printemps de l'assemblée nationale. Ce qui ressort de toutes ces réunions, de toutes ces tractations, c'est que finalement rien n'a changé dans la bourgeoisie. Certes, au lendemain des municipales, la droite ayant senti le vent du boulet, a bien dit qu'il fallait s'unir, qu'il fallait être « déterminé » pour préparer 78. Une semaine après, il reste un gouvernement terne, des centristes impuissants, un RPR plus contestataire que jamais. Certes, la gauche s'est félicitée de l'union, d'une union qui aura profité et au PS et au PCF, mais une semaine après, Marchais attaque sur la réactualisation du programme commun, et sur le projet spécifique de son parti. Finalement, une seule chose a évolué encore un peu plus : la crise politique de la bourgeoisie, son incapacité maintenant notoire de faire autre chose que d'avancer au coup à coup, sans projet cohérent. Il est donc nécessaire, plus que jamais, de ne rien attendre de tous ceux qui n'ont plus en tête que les élections de 78. Le plan Barre continue, il faut s'y opposer, et pour cela, face à la bourgeoisie en crise, il n'y a pour les travailleurs qu'une solution aujourd'hui : la lutte.

Nicolas DUVALLOIS

APRÈS SON ÉCHEC À MOSCOU,
CYRUS VANCE AUJOURD'HUI
À PARIS

L'AFFRONTEMENT USA-URSS S'AGGRAVE EN EUROPE



Vance (à gauche) a beau sourire, Gromyko (à droite) oppose un niet vigoureux aux propositions américaines.

Le chef de la diplomatie américaine est reçu chez Giscard d'Estaing ce matin à 10 heures. Il ouvrira les mêmes dossiers avec lui qu'avec Callaghan et Smith : la préparation du prochain sommet occidental, pour lequel la reculade de Giscard à Rome a permis la participation de la CEE, facilitant ainsi les projets américains, occupera une part des discussions. Par ailleurs, Vance exposera à Giscard les conditions dans lesquelles les Soviétiques ont opposé un niet vigoureux à ses propositions.

Lire notre article p.7

Le domaine
de Testa Ventilegne
vendu aux capitalistes

La Corse
mise aux
enchères

Voir p.4

SCHLUMPF

LES USINES DE GLÜCK ET DE MALMERSPACH SONT OCCUPÉES

Solomi-Soloci-Satram
(Koenigsmacker)

Les travailleurs
maintiennent
leur vigilance

Voir p.5

LES BALLETS
DE SHANGHAÏ À PARIS

La fille
aux cheveux blancs

- une œuvre
révolutionnaire
- un magnifique spectacle

Voir p. 6

Après le voyage
de Guiringaud

Les relations
normales
avec Israël :

LA LIBERTÉ
POUR
LES TUEURS
SIONISTES

Voir p 8

RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

3 AVRIL MUTUALITÉ PARIS
14 heures M° Maubert

MANIFESTATION 10 H
Métro Oberkampf

à l'appel du
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

Attention !

A partir du dimanche 3 avril, HORAIRES D'ÉTÉ. Par exemple, le Rassemblement Communiste commencera à 14 H, si votre montre est réglée à l'heure d'été, c'est comme s'il commençait à 13 H heure d'hiver.

Aujourd'hui, ouverture de la session parlementaire

LE PARLEMENT :

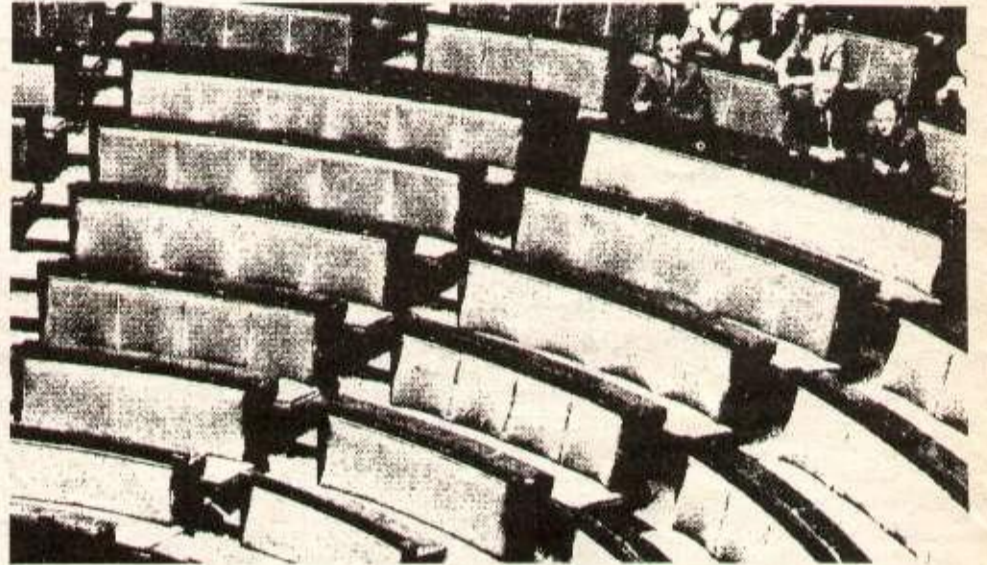
des mots, toujours des mots

Par Serge LIVET

L'avant-dernière session parlementaire de la législature s'ouvre aujourd'hui. La journée se sera consacrée au renouvellement du bureau de l'Assemblée, aux désignations par les groupes politiques de leurs présidents et aux éloges funèbres de neuf députés morts durant l'intersession. L'une d'elle ne manquera pas d'intérêt : celle du défunt député R.I. de l'Eure, le prince Jean de Broglie.

Assez ternes depuis les débuts de la V^e République, en raison de la limitation des pouvoirs du Parlement et de l'existence alors d'un parti présidentiel majoritaire et inconditionnel, les débats parlementaires de la prochaine session seront certainement marqués par un regain d'agitation. Les gouvernements de la V^e République avaient traité par le mépris l'Assemblée Nationale. Le gouvernement actuel, lui, est obligé d'en tenir compte, non en raison d'un pouvoir accru de l'Assemblée mais en raison de sa propre faiblesse.

Après le vote sur le programme économique du nouveau gouvernement, l'Assemblée aura à se prononcer sur un collectif budgétaire, sur la ratification des modifications du Fonds Monétaire International et de l'élection au suffrage universel du Parlement européen : il y aura une série de questions d'ordre social : réforme de la Sécurité Sociale, politique familiale, réforme de l'entreprise...



L'indemnité parlementaire

Pour pouvoir, selon les textes, exercer son mandat en toute indépendance, et pour permettre l'accès de la fonction parlementaire à tous les citoyens qu'elle que soit leur fortune personnelle, les parlementaires reçoivent une indemnité. En fait, à moins d'avoir une fortune personnelle ou d'être membre d'un parti, il est impossible de se faire élire au Parlement en raison notamment du coût élevé d'une campagne électorale. L'indemnité parlementaire par contre est, avec tous les avantages annexes, un moyen efficace de corruption si nécessaire. Les députés touchent chaque mois près de 20 000 francs, somme dont la moitié seulement est imposable. Chaque député dispose d'un bureau individuel équipé et meublé, d'un canapé-lit pour les députés de province.

En plus, les parlementaires reçoivent une indemnité spéciale de secrétariat de 4 000 francs, ils disposent de la franchise postale pour le courrier lié à l'exercice de leur mandat. Ils peuvent téléphoner gratuitement dans la région parisienne et dans leur circonscription. Les parlementaires peuvent également disposer d'une voiture de service pour leurs déplacements dans la région parisienne, ils voyagent gratuitement en première classe sur tout le réseau SNCF et disposent de 30 à 40 aller et retour gratuits sur les lignes aériennes entre Paris et leur circonscription et de 4 aller-retour pour d'autres destinations. Ils disposent également du restaurant de l'Assemblée Nationale à des prix défiant toute concurrence, pour un menu de choix. Sans compter divers avantages, pour menus services rendus : interventions discrètes auprès des ministères pour faire avancer un dossier, soutenir un marché, une subvention ou diminuer un redressement fiscal.

L'absentéisme

Il n'est pas rare que des débats se déroulent devant quatre ou cinq députés endormis. L'affluence est chose exceptionnelle, fréquemment les députés vaquent à d'autres occupations. En principe, les députés absents ont des retenues sur leur indemnité, jamais une telle sanction n'a été appliquée. Ce comportement, révélateur de l'importance que des députés reconnaissent au Parlement est régulièrement fustigé par l'ensemble des formations qui n'en continuent pas moins à désertir les bancs de l'Assemblée.

Pour contraindre les parlementaires à une certaine présence, au moins pour les votes, la Constitution de 1958 interdit les délégations de vote, sauf pour absence justifiée, et limite ces délégations à une par député. Mais grâce au système de vote électronique, on en est très vite revenu au système de la IV^e du «dépôté casier» votant pour tous les députés de son groupe. Pour le vote électronique chaque député dispose d'une clef qui lui permet d'effectuer son vote. Un député du groupe dépositaire des clefs de tous les membres de son groupe vote pour l'ensemble. Ce système illégal au regard de la constitution est toléré, chaque groupe l'utilise.

L'institution parlementaire est directement issue de la Révolution de 1789 quand les représentants du Tiers-Etat décidèrent de se constituer en Assemblée Nationale. Les pouvoirs du Parlement ont évolué selon les régimes de la dictature bourgeoise en France. De la IV^e République à la V^e République, ils se sont considérablement restreints.

A la Libération, après bien des péripéties, l'Assemblée Constituante accouche d'une Constitution approuvée par référendum qui donne de très larges pouvoirs au Parlement, de Gaulle devait d'ailleurs marquer son désaccord avec cette conception et ébaucher dans le discours de Bayeux son projet de Constitution. Etant donné le rapport de force bourgeoisie-prolétariat, il fallait à la bourgeoisie dont le pouvoir était mal assuré des moyens de mystification des masses, le Parlement en était un. En accordant certains pouvoirs aux parlementaires censés être les représentants de la souveraineté populaire, la bourgeoisie, avec le soutien déterminant du PCF qui joua à fond la carte parlementaire, détournait les travailleurs de la lutte révolutionnaire. En plus de cet important rôle mystificateur, le Parlement sous la IV^e République continuait de jouer le rôle d'instance où se dénouaient les contradictions d'intérêts entre fractions bourgeoises opposées. D'importants groupes de pressions, se constituaient et pesaient sur le dosage des gouvernements et sur l'orientation de la politique. Le Parlement se révéla rapidement inadapté face aux graves crises que devait affronter l'impérialisme français, gênant l'exécutif et entraînant une instabilité gouvernementale permanente. La Constitution de 1958 imposée par de Gaulle après son coup de force du 13 mai allait donner à la bourgeoisie un instrument plus efficace pour gouverner et régler ses difficultés. L'institution parlementaire fut la principale victime de la nouvelle Constitution.

UN DOMAINE RESTREINT

Le Parlement de la IV^e était un imbroglio de groupes de pressions qui se faisaient et se défaisaient selon les circonstances, agissant pour des intérêts particuliers, ou pour l'impérialisme US qui trouvait dans le parti centriste et certains députés SFIO un soutien dévoué. En instaurant la prééminence du gouvernement et son indépendance vis à vis du Parlement, la Constitution de 1958 libère le gouvernement de ces moyens de pression.

Le Parlement est composé de deux chambres : le Sénat et l'Assemblée Nationale. Pour faire contrepoids à l'Assemblée Nationale, de Gaulle en 1958, accordait un supplément de pouvoir au Sénat.

Le Parlement de la IV^e République avait un domaine illimité, celui de la V^e est très restreint, il est strictement délimité par la Constitution, en dehors, c'est le domaine réglementaire réservé au gouvernement qui légifère par décrets, sans passer par le Parlement. En cas de litige, le gouvernement fait appel au conseil constitutionnel. Cantonné dans un strict rôle législatif, le parlement perd pratiquement l'initiative des lois. Le gouvernement fixe en effet l'ordre du jour des séances parlementaires, ses textes sont prioritaires. Les projets de loi présentés à l'initiative des parlementaires, ne sont examinés que s'il reste du temps. Pour réduire la marge de manœuvre des parlementaires qui peuvent au cours de la discussion proposer des amendements, le gouvernement a la faculté de demander le vote bloqué qui contraint le Parlement à se prononcer sur le texte présenté, sans amendements. La constitution énumère les commissions parlementaires permanentes autorisées, et limite les sessions parlementaires au nombre de deux : une session de printemps de 90 jours et une session d'automne de 80 jours. En

LA COMPOSITION DES ASSEMBLÉES

ASSEMBLÉE NATIONALE :	
PCF	74
PS et MRG	108
Réformateurs, centristes et démocrates sociaux	51
RPR	174
R.I.	68
Non inscrits	15
TOTAL	490
SENAT	
PCF	20
PS	52
Gauche démocratique	35
Union centriste des démocrates de progrès	56
RPR	31
R.I.	57
Républicains Indépendants d'action sociale	15
Non inscrits	16
TOTAL	282

dehors des sessions, le Président de la République convoque s'il le juge utile des sessions extraordinaires, il est libre de sa décision. Le Président de la République peut court-circuiter le Parlement en utilisant le référendum. Dans ces conditions, le Parlement est réduit au rôle de simple chambre d'enregistrement.

DES LOIS QUI DORMENT

Loi votée ne signifie pas loi appliquée : pour qu'un texte soit applicable, il faut que les décrets d'application aient été pris par les ministères concernés. Les décrets permettent à l'exécutif de modifier le sens d'une loi, d'en restreindre ou d'en étendre l'application, et l'absence de décret permet d'en bloquer indéfiniment l'application. Un rapport de la commission des affaires sociales du Sénat du mois de mai 1975 faisait ressortir qu'une pléiade de textes votés n'étaient pas appliqués. Parmi ceux-ci un texte sur l'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions agricoles, 5 ans après son vote, n'était pas appliqué : à la même date une loi du 13 juillet 1972 relative à l'organisation des professions médicales dormait également dans un tiroir ainsi qu'une dizaine d'autres datant de 1972 et 1973, et cela dans le seul domaine des questions sociales !

LA CENSURE

Le seul véritable pouvoir du Parlement est sa possibilité de censurer le gouvernement et en conséquence de provoquer sa démission. Sous la IV^e République, tout nouveau gouvernement était tenu d'engager sa responsabilité devant le Parlement et de démissionner dès qu'il n'avait plus de majorité. Avec la Constitution de 1958, le gouvernement peut se dispenser du vote de l'Assemblée, c'est à l'opposition de prendre l'initiative d'une motion de censure qui doit, pour être votée, recueillir les voix de la majorité absolue de l'Assemblée. Les députés ne peuvent déposer qu'une motion de censure par session. Le gouvernement peut certes demander la confiance sur son programme, mais il n'est pas tenu de le faire. Exceptionnellement, le nouveau gouvernement s'engagera dans cette procédure qui permettra de faire le compte des voix pour et des voix contre, ainsi que des abstentions.

Prétendu représentant de la souveraineté populaire, le Parlement est apparu de plus en plus comme un vaste champ clos, un gigantesque moulin à paroles, sans pouvoirs, sans capacité d'initiatives, d'exécution et de contrôle. La V^e République a achevé de vider cette coquille stérile.

LE REFORMISME GISCARDIEN NE FAIT PLUS RECETTE

Le gouvernement doit proposer un ensemble cohérent d'améliorations allant toutes dans le sens de la justice sociale et intéressant notamment les familles, les personnes âgées et le premier emploi des jeunes.

«L'acheminement vers la sortie de la crise et ce programme d'amélioration sociale seront rassemblés dans un plan de douze mois que le premier ministre a mission de préparer».

Giscard d'Estaing a redit mercredi, à l'issue du conseil des ministres, ce qu'il ne cesse de répéter depuis le début de son septennat. C'est déjà, à peu de choses près, ce qu'il disait pendant sa campagne électorale. En réalité les familles, les personnes âgées et les jeunes ont subi comme les autres catégories de la population les conséquences de la politique d'austérité et de la hausse des prix. On voit mal ce que le gouvernement pourra proposer dans ce sens au cours des prochains mois qui n'ait déjà été proposé. Il y a deux ans, la démagogie giscardienne pouvait encore tromper certains, mais les résultats déplorables de cette politique

ont achevé de la considérer et le catalogue de promesses est épuisé. On voit mal également quelle crédibilité auront des promesses de «justice sociale» alors que la Sécurité Sociale va être mise à mal par les prochaines réformes dont on a un avant-goût depuis hier avec le moindre remboursement de 1 000 médicaments. Le

réformisme giscardien est à bout de souffle, son bégaïement sur les mesures sociales est significatif de cet essouffement, de cette incapacité à proposer des réformes crédibles, même les vieux trucs (famille, vieux, jeunes) ne font plus recette. Il n'est pas surprenant que le RPR ait pris ses distances vis-à-vis de cette annonce

de programme, bien qu'il n'ait lui non plus aucune proposition réformiste crédible à faire, il ne veut pas apparaître lié à cet échec.

Le scepticisme général qui a accueilli ce gouvernement de la «dernière chance» montre bien le jeu de crédit accordé aux chances du programme Barre.



Barre bis : la table du conseil des ministres rétrécit, la marge de manœuvre de Giscard aussi.

Barre et ses secrétaires d'Etat

GOUVERNEMENT TERNE DISCOURS VIDES

Le gouvernement est maintenant connu dans sa totalité, et Barre a déjà eu l'occasion de le vanter sur les antennes de TF 1 hier soir. En fait de restrictions, la composition du gouvernement passe de 36 ministres et secrétaires d'Etat à 40 ! En fait de jeunes députés compétents et dynamiques, tous les secrétaires d'Etat restent, sauf François Girod, et huit nouveaux (si on peut appeler Dominati un nouveau) viennent les rejoindre.

En fait de gouvernement destiné à préparer les élections, pas moins de cinq grands battus des municipales y figure (Haby, d'Ornano, Ruffenacht, Segard, Dominati). Pour Barre, s'exprimant à la télé, tout cela montre un «gouvernement restreint d'action». Deux impératifs semblent l'avoir guidé dans son choix : d'une part «régionaliser» ces ministres, faire rentrer au gouvernement des gens comme Becam ou Legendre, (qui ont battu la gauche à Quimper et Cambrai), de manière à préparer la majorité aux élections de 78, et d'autre part à continuer le rééquilibrage du gouvernement, puisque Dominati fait son

entrée, ainsi que Barrot, secrétaire du CDS, qui reste en place. Le RPR, lui, ne voit rester que de pâles figurants.

Et avec tout cela, Barre se sent «en règle avec sa conscience». Il fait tout pour sortir la France de la crise, et ce tout signifie pour lui poursuivre avec ténacité son plan. De ce point de vue, les choses sont claires : Barre s'accroche à la seule chose dont il est sûr, son plan d'austérité. Il ne fallait bien sûr pas s'attendre à autre chose que le sempiternel refrain sur «les réformes qui concerneront les jeunes qui cherchent un premier emploi, les familles, les personnes âgées», mais pour Barre insister sur ces réformes avait un but bien précis : critiquer à nouveau le RPR, et son chef de file Chirac. Ainsi Barre ne veut pas de démagogie, il veut être «intellectuellement honnête» (en opposition au RPR), et c'est juste après avoir dit cela qu'il ose prétendre que les problèmes des jeunes chômeurs, il les connaît très bien... puisqu'il a été universitaire ! Premier ministre d'un gouvernement particulièrement médiocre,

Barre entendait surtout hier soir «occuper le terrain», apparaître à la télévision, même si c'était pour ne rien dire. La droite en est là : il lui faut, pour préparer les

élections tenir des discours, se montrer, s'agiter, faire preuve de combativité ; mais elle n'a plus rien à proposer !

Les nouveaux secrétaires d'Etat

- PTT Segard
- Anciens Combattants Bord (RPR)
- Universités Saunier Sèité
- Jeunesse et Sports Soissons (RI)
- Chargé des relations avec le Parlement Christian Poncelet
- Fonction Publique Maurice Ligot
- Recherche Sourdille
- Chargé des Affaires Politiques Jacques Dominati (RI)
- Affaires Etrangères Taittinger (RI)
- DOM TOM Stirn (MSL)
- Collectivités Becam
- Défense Jean-Jacques Declercq
- Tourisme Médecin (RI)
- Budget P. Bernard-Raymond
- Consommation Scrivener
- Logement Jacques Barrot (CDS)
- Transport Marcel Cavallé
- Aménagement du Territoire Paul Dijoud (RI)
- Agriculture J. Blanc
- Industrie Antoine Ruffenacht (RPR)
- Claude Coulais (RI)
- Travail manuel Stoleru (RI)
- Travail Jacques Legendre
- Santé René Lenoir
- Hélène Missoffe (RPR)

LES IMPASSES DU PLAN BARRE

Redresser le taux de profit des capitalistes

• RÉDUCTION DES SALAIRES :

«Pour restaurer l'auto-financement des entreprises (c'est-à-dire le profit), il convient en premier lieu — et c'est sans doute le moyen le plus efficace — de maîtriser la progression des coûts», c'est-à-dire de réduire les salaires. Voilà qui est clair. Les travailleurs du privé comme du secteur public font tous les jours l'expérience de cette politique anti-populaire : intransigeance gouvernementale, intransigeance des patrons dès qu'il est question de défendre le pouvoir d'achat des salaires. C'est pour donner un semblant de justification à cette intransigeance que dans un premier temps, Barre a pratiqué sa «politique de l'indice» des prix.

Et même si le premier ministre déclarait récemment «que ce n'était pas la longueur des cortèges qui modifierait la politique de redressement économique», il ne peut faire abstraction de la colère populaire face à cette politique. Les résultats des municipales, le remaniement ministériel témoignent de l'aiguïté des contradictions qui en résulte et aggrave la crise politique.

• LIBÉRATION DES PRIX :

Après le gel de trois mois des prix industriels et de six mois des prix des services publics, les entreprises ont effectivement retrouvé une liberté de fixation des prix qui, malgré «les contrats de modération», est supérieure à celle dont elles disposaient avant le plan Barre. Mais on comprend aisément les contradictions que développe une telle politique : laisser aller les prix favorise le redressement des profits mais stimule l'inflation. Si bien que cette liberté des prix ne peut pas être pleinement employée par le patronat sans remettre en cause la politique d'assainissement. Ce qu'une telle liberté apporte en tout état de cause, c'est une «souplesse» accrue dans la fixation des prix qui permet de mieux ajuster ceux à la diversité des situations économiques, à l'ampleur de la concurrence sur chaque marché.

• MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE :

En cas de récession, les taux de profits baissent car de nombreux coûts (notamment ceux liés aux équipements : amortissements, ...) subsistent même en cas d'arrêt de la production. Le sous-emploi des capacités de production signifie une baisse des profits. On voit donc la contradiction entre deux objectifs de la politique actuelle : soutien à l'activité pour protéger les profits à court terme ; mais en même temps, nécessité de freiner l'activité (ou du moins l'empêcher de reprendre) pour limiter les importations et donc sauvegarder la balance commerciale. La contradiction est d'autant plus aiguë que, à moyen ou à long terme, la défense de la balance commerciale passe par le développement des profits : ceux-ci sont nécessaires pour financer l'assainissement de l'économie donc le redressement de la compétitivité des produits français... Ajoutons enfin qu'un soutien global à la production se traduirait pas une relance de l'inflation dans une dégradation de cette même compétitivité.

Devant cet écheveau de contradictions, Barre s'en tient à une politique de prudence : pas de relance globale mais des actions sélectives, celles qui sont susceptibles d'accélérer l'assainissement des structures industrielles.

• STIMULER ET SOUTENIR L'INVESTISSEMENT

La situation de l'épargne et l'orientation de celle-ci vers la production fait partie du plan Barre. Mais elle se heurte de fait aux réticences, politiques et économiques, de ceux qui épargnent : de la petite et surtout de la moyenne et grande bourgeoisie. Alors que les cours de la Bourse ont perdu 30% en un an (8% la semaine dernière), les épargnants sont les plus attirés par les valeurs sûres que par les actions. Quant au soutien à l'investissement que réclame depuis septembre dernier le patronat, Barre vient de lui donner quelques satisfactions. Tout en se refusant à donner une «bonification d'intérêts» pour tous les crédits à l'industrie, il vient d'ouvrir 8 milliards de crédits bonifiés (sans doute à un taux d'intérêt de 7 à 8%) pour des investissements qui s'inscrivent dans la politique d'assainissement. A coup sûr, les patrons vont se bousculer au portillon...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Foyer Sonacotra de Ris-Orangis : résidents en lutte

Les résidents du foyer Sonacotra de Ris-Orangis : réfugiés politiques espagnols, et latino-américains, sont en conflit depuis plusieurs jours avec la direction du foyer. A la suite de divers problèmes, des Espagnols, condamnés à mort en Espagne, font une crise de nerfs. Le docteur Boutafer, médecin du foyer appelle la police et adopte une attitude répressive.

Les résidents du foyer ont organisé à la suite de cela une commission provisoire et ont adressé une lettre à «France Terre d'Asile» qui administre le foyer.

La commission dénonce le caractère paternaliste de «France Terre d'Asile» et demande le renvoi du docteur Boutafer. Ils réitèrent à cette occasion des demandes faites à de nombreuses reprises concernant les conditions insalubres dans lesquelles ils doivent vivre, et réaffirment leur soutien à leurs camarades espagnols.

Pour le retour en France des 4 étudiants iraniens expulsés en Suède

François Chatelet, Maurice Clavel, Gilles Deleuze, Jean-Pierre Faye, Jean Genêt, Claude Mauriac et Philippe Sollers demandent dans un communiqué le retour en France des quatre étudiants iraniens expulsés en Suède à la suite de l'attentat contre un diplomate iranien en France. Ils soulignent qu'aucune charge n'a pu être retenue contre Oskoui et Takbiri qui avaient été inculpés et incarcérés et qu'ils ont été remis en liberté provisoire, alors que les expulsés n'ont toujours pas été autorisés à rentrer en France.

La levée du blocus du port du Havre

MALGRE LES PROMESSES, LES PROBLEMES DEMEURENT

Jeudi les marins-pêcheurs de la baie de Seine ont levé le barrage de chalutiers qui bloquait le port du Havre depuis lundi. Ils exigeaient des mesures concrètes pour que cesse la formidable pollution de la baie par les industriels ainsi que l'indemnisation des pertes énormes de leurs prises de pêche. Ont-ils obtenu vraiment satisfaction ? Non. Le seul résultat des négociations, c'est la création d'une commission chargée d'étudier les problèmes de la pollution et d'établir un échéancier de la réduction des déversements de phosphogypses et autre sulfate de fer par Rhône-Poulenc, Thann et Mulhouse, etc.

L'aspect nouveau de cette commission vient de ce qu'elle est faite au plus haut niveau (cabinet du Premier ministre) et que des pêcheurs y participent (avec l'Etat et les industriels). Mais il faut rappeler qu'au moins 12 commissions d'enquête ont déjà été nommées par le passé sans le moindre résultat concret pour les marins-pêcheurs.

Par ailleurs, des «aides» ont été promises, c'est-à-dire qu'en fait la revendication de justes indemnités est niée.

De plus, les pêcheurs savent ce que signifie ce mot : ils ont touché l'année dernière chacun une «aide»... de 800 F ! Ils ont eu la possibilité d'obtenir des facilités de prêts. Mais d'un côté, avec le plan Barre, ces possibilités ont disparu, et d'un autre côté elles constituent une incitation à s'équiper pour aller pêcher au large : ce que refusent les petits marins pêcheurs. On retrouve là en quelque sorte l'alternative proposée aux petits paysans : crever ou devenir des «gros».

Dans ces conditions,

on peut se demander pourquoi la levée du blocus a été décidée. Au départ, la détermination était grande et la cible bien choisie : la colère des industriels et armateurs en témoigne. Les marins-pêcheurs soulignent combien leur lutte visait non pas à des objectifs étroitement corporatistes mais la défense de la santé de tous les travailleurs ; la solidarité s'est manifestée par la visite de syndicalistes des usines chimiques de la baie qui ont apporté leur soutien.

Mais à l'opposé, diverses manœuvres ont contribué à saper la lutte. Le préfet a agité la menace d'une intervention de la marine nationale de Cherbourg. Le «soutien» des révisionnistes du Havre s'est exprimé du bout des lèvres seulement.

Enfin, l'avocat des marins-pêcheurs a mené des discussions séparément auprès du cabinet du Premier ministre alors que les pêcheurs tentaient d'imposer un rapport de force sur place ; l'avocat a fait pression pour que les pêcheurs se montrent «raisonnables», rejoint en cela par un des dirigeants, Paul Panier (élu sur la liste d'Union de la gauche à Honfleur). Face à tout cela, les petits pêcheurs n'ont pu arriver à trouver une unité profonde.

Mais les problèmes qui ont conduit au blocus du port du Havre demeurent. Les promesses faites donnent un sursis aux industriels pollueurs et au gouvernement. Mais il faudra plus que des promesses pour satisfaire réellement les marins-pêcheurs.

La femme de Spaggiari inculpée de complicité de recel

Il y avait beaucoup de monde à l'aéroport de Nice pour attendre Marcelle Spaggiari de retour d'Afrique. La police d'abord et aussi son avocat, ses amis, un conseiller municipal... La femme de Spaggiari revenait tranquillement d'un safari-photo et même d'un «pèlerinage» comme l'a confié avec émotion son avocat : «Marcelle avait voulu effectuer un retour aux sources dans les pays africains où elle avait vécu jadis avec Bert.» (nom intime de Spaggiari...) Pour un couple de photographe et d'infirmière, on a plutôt les moyens !

Il est douteux que Marcelle Spaggiari fasse des révélations sensationnelles à la police quoiqu'elle ait sans doute sa petite idée sur la cachette actuelle de son mari. En attendant, elle a été inculpée de complicité de recel pour avoir tenté d'écouler les bijoux provenant du casse de la Société Générale.

procès Willoquet

Surprise lors du verdict : alors que l'avocat général avait demandé la perpétuité, Willoquet est condamné à 20 ans, plus cinq pour l'évasion proprement dite. Sa femme se voit infliger 5 ans, trois fois moins que la voulait l'accusation.

Éducateurs de l'ISES

PENDANT LES VACANCES LA LUTTE CONTINUE

Les éducateurs en formation (E.E.F.) de l'ISES (Institut Spécialisé d'Éducation Surveillée) à Caluire, sont en grève depuis le 17 mars pour la reconnaissance du droit syndical et le contrôle de la formation au sein d'une instance tripartite. Les négociations qui se tenaient vendredi dernier avec les sections CGT, CFDT et le comité de grève n'ont toujours pas abouti. Malgré les vacances qui ont commencé cette semaine, la mobilisation continue. Mercredi après-midi, plusieurs dizaines d'E.E.F. (éducateurs en formation) manifestaient à Lyon, devant le siège du CREA (Centre Régional de l'Enfance et de l'Adolescence Inadaptée, qui est l'or-

ganisme gestionnaire de l'ISES), pendant une réunion extraordinaire du conseil d'administration. Ils bloquaient par à-coups la circulation sur cette voie encombrée qu'est le quai Jean Moulin à Lyon, en distribuant des tracts, et au son de leur mot d'ordre : «Non au travail social au service du capital», «Droit syndical = échec au capital». Et lorsque deux cars de flics sont arrivés : «Nous ne serons pas les flics du capital», «Salvat, tu peux négocier, tes copains sont dans la rue». Cette action était destinée à montrer au CREA leur combativité. Pour les E.E.F., pas question que les vacances fassent tomber la mobilisation.

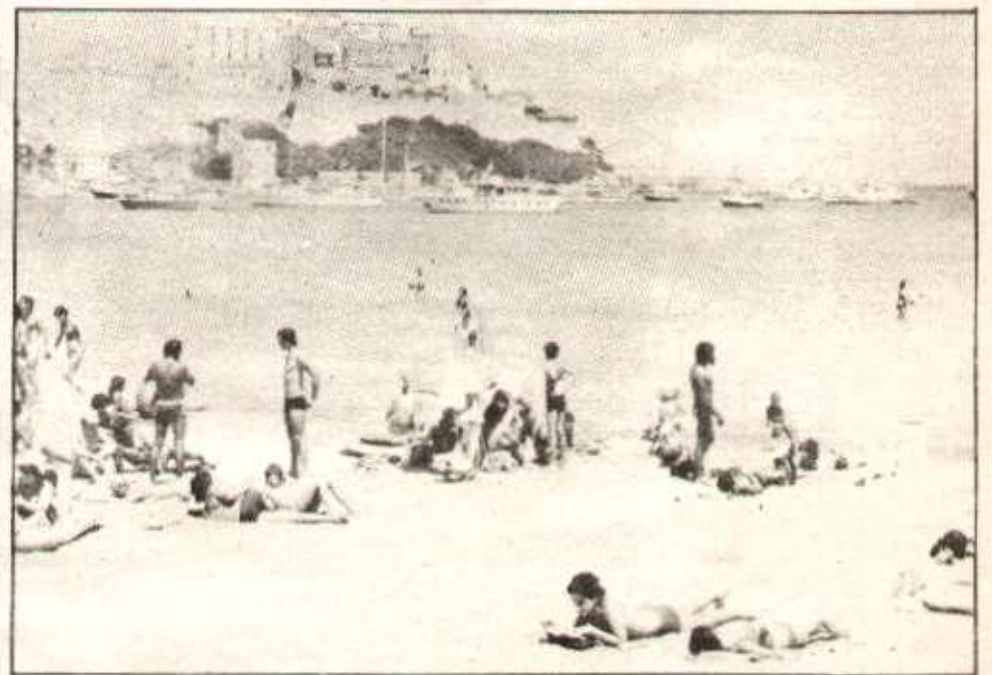
Corres. Lyon

Affaire Dassault-Vathaire

Comme on pouvait s'y attendre, le président de la 13^e Chambre Correctionnelle de Paris s'est employé à écarter tout ce qui pouvait toucher de près ou de loin aux redressements fiscaux et aux manipulations frauduleuses qui sont le sujet de l'enquête parlementaire sur la société Dassault. Le plus riche mal-entendant de France (Dassault se faisait répéter les questions par son ami de Bénouville) a déclaré que l'escroquerie de 8 millions, venant de son «ami» de Vathaire, ne valait pas la peine d'en faire une histoire. Quant à de Vathaire, il a continué à manifester une amitié indéfectible pour Jean Kay.

Le procureur a demandé 4 ans d'emprisonnement pour de Vathaire.

LA CORSE MISE AUX ENCHERES



Jeudi, au Palais de Justice de Paris, le domaine de Testa Ventilegne (2 500 ha dont 17 kilomètres de côtes sur le territoire des communes de Figari et de Bonifacio) a été mis aux enchères. Il a été acquis pour la somme de 57 500 000 F par une société qui n'a pas dévoilé son nom. Il s'agit selon toute probabilité de la «Financière», filiale du groupe «La Paternelle». Cette société réalise un énorme cumul puisqu'elle est déjà proprié-

taire de 332 ha dans la région !

En 1971 déjà, il avait été question de vendre ce domaine pour être équipé touristiquement : 50 000 lits étaient prévus. Mais les protestations des Corses firent reculer ce projet. Quand la nouvelle d'une deuxième décision de vente fut connue, l'émotion a été grande en Corse. Certaines associations suggèrent que le domaine soit acheté par la région corse avec

l'aide de l'Etat et du conservatoire du littoral. Il n'en a rien été : les capitalistes continuent impunément à dépouiller les Corses de leur sol pour en faire un «bronzecul» à touristes. Quant au fameux conservatoire du littoral, dont Giscard avait fait grand cas lors de son voyage en Bretagne, il a montré en cette occasion, qu'il n'était rien d'autre qu'un instrument de propagande giscardienne sur la «Qualité de la Vie».

LUTTES OUVRIÈRES

Schlumpf

LES USINES DE GLUCK ET DE MALMERSPACH SONT OCCUPEES

Dans un 1^{er} temps, le tribunal avait autorisé la Cogefi, agissant en temps qu'administrateur provisoire à contracter un prêt de 12 millions après de l'AGS (Assurances Garantie des Salaires), organisme dépendant du CNPF et qui est chargé d'assurer la liquidation des salaires et autres sommes dues aux salariés en cas de faillite de leur entreprise ; les fonds de cet organisme proviennent bien sûr, par patrons interposés, d'un prélèvement indirect sur le salaire des travailleurs. En accordant ce prêt, l'AGS serait devenu le principal créancier de l'ex-groupe Schlumpf et aurait permis de poursuivre la production ainsi que faire patienter les autres créanciers, les biens considérables des frères Schlumpf «et en 1^{er} lieu, le fameux musée de vieux tacots» constituant au demeurant une garantie largement suffisante pour l'ensemble des créanciers.

«C'est une gifle adressée à l'Alsace toute entière», a déclaré mercredi dans un communiqué publié à la suite de l'annonce du refus de l'AGS d'accorder le prêt de 12 millions nécessaires à la poursuite de l'activité des 3 usines du groupe Schlumpf encore administrées par la COGEFI (Glück, Malmerspach et Deffrenne à Roubaix). Cette décision entraînerait dans un bref délai, si la

Mais le 25 mars, 8 parmi les principaux créanciers : industriels et banquiers du Nord assignaient l'AGS en justice, en mettant en avant qu'il n'était pas dans ses attributions de prêter de l'argent. Sans même attendre la décision de justice, le conseil d'administration des AGS a docilement obtempéré mercredi en refusant le prêt. La Cogefi a aussitôt fait savoir qu'elle était dans l'impossibilité de poursuivre l'exploitation des entreprises dans ces conditions. Ainsi, une 2^e étape, (qui se veut décisive), a été franchie dans le plan de liquidation des usines Schlumpf par les industriels lainiers du Nord ;

ceux-ci commencent d'ailleurs déjà à se partager les clients et les marchés de leurs concurrents alsaciens.

La 1^{re} étape de ce plan (qui s'inscrit dans le cadre de la politique de restructuration au profit des grands groupes textiles définie par le 7^e plan, et qui se traduira par la suppression de 100 000 emplois dans la profession d'ici 1980) avait été atteinte par la reprise séparée de la filature d'Erstein par l'industriel nordiste Van De Putte. (C'est l'usine la plus moderne et la plus rentable du groupe ; elle réalise 80 % de ses ventes à l'exportation). Le cas de cette usine avait préalablement

été disjoint de celui de autres et son administration retirée à la Cogefi par décision de justice. Cette reprise s'est accompagnée de 80 licenciements qui ont été grandement facilités par les illusions répandues sur les primes de licenciement et sur les 90 %. La nouvelle direction s'attache maintenant à élever la productivité : nouvelles machines, renforcement du travail de nuit, travail le samedi matin. Tout cela s'accompagne d'un intense bourrage de crâne, sur le thème : «*Nous pouvons nous en sortir tous seuls, nous n'avons plus rien à voir avec les autres travailleurs de Schlumpf*».

REACTION IMMEDIATE

Mais les travailleurs de Schlumpf et l'ensemble des travailleurs d'Alsace, ainsi que les larges couches de la population alsacienne, qui les ont soutenus depuis le début ne sont pas prêts à accepter ce diktat patronal. La réaction a été immédiate : dès l'annonce de l'AGS, 500 travailleurs se sont rendus mercredi après midi en manifestation à la préfecture de Mulhouse, pour exiger la poursuite de l'activité des usines et le maintien sur place de tous les emplois. Une délégation analogue a été organisée à la sous-

préfecture de Thann. Les usines de Glück et de Malmerspach ont été investies dans la soirée et sont maintenant occupées par les travailleurs ; ceux-ci sont également décidés à poursuivre coûte que coûte l'occupation du musée automobile, malgré l'autorisation d'évacuation décidée par le tribunal (une fois effectué le versement d'une caution de 4 millions demandé pour les dégâts éventuels occasionnés aux précieux tacots) ; celui-ci restera jusqu'à nouvel ordre, ouvert aux visites.

«On aurait dû être méchants dès le début» ont dit les travailleurs. Cette fois, l'épreuve de force décisive est engagée. Les travailleurs de Schlumpf ne se laisseront pas abuser : ils savent que toutes leurs faces résident dans leur mobilisation et dans le soutien actif des autres travailleurs et de la population.

Soloci-Solomi-Satram (Koenismacker) près de Thionville

PLUS QUE JAMAIS LES TRAVAILLEURS DECIDENT DE MAINTENIR LEUR VIGILANCE

Judi, s'est tenue la rencontre entre le sous-préfet (mandaté par le préfet), la direction départementale du travail, des représentants patronaux, les syndic administrateurs d'une part et les travailleurs de Koenismacker et leurs représentants syndicaux CFDT d'autre part. Pour la première fois, depuis la décision d'occupation de l'entreprise, prise le 11 mars (voir QdP précédent) un accord concret a pu être conclu. L'accord a été signé. Le texte présenté par les travailleurs, a en gros été accepté et la reprise du travail a été fixée pour le 4 avril. Cette période de travail est prévue pour trois mois minimum, les syndicats ont de suite saisi le tribunal de Thionville d'une demande d'autorisation de reprise d'activité.

«Après la mise en liquidation judiciaire de notre entreprise, c'est là un acquis non négligeable» devaient souligner les responsables CFDT à l'AG des travailleurs qui s'est tenue immédiatement après cette entrevue. «Le sous-préfet a déclaré qu'il y avait quelqu'un pour la reprise de l'ensemble des ateliers, nous n'avons pas de nom, mais il ne peut s'engager comme cela, impunément ; seulement la discussion a été un peu trop facile, on ne sait pas ce qu'il y a derrière cette facilité, mais on sait ce qu'il y a devant, c'est nous». Un autre responsable CFDT ajoutait : «Ce qui vient de vous être présenté paraît relativement beau, relativement facile... mais il nous faut rester vigilants. Il ne faut pas faire : ouf !, la lutte continue dans les trois mois qui, suivent, tout dépend du rapport de force que nous construisons et que nous saurons construire et renforcer». Déjà les manœuvres commencent : les travailleurs ont reçu individuellement en «recommandé» une

lettre des syndicats «liquidateurs». Voici ce qu'on peut y lire : «Nous avons tenté toutes les possibilités de reprendre l'exploitation de votre entreprise». On ne manque pas de culot côté syndicat, mais continuons : «Malheureusement, de nombreux obstacles se sont dressés pour empêcher l'exécution de notre mission (...) c'est pourquoi, nous avons le regret de notifier votre licenciement pour cause économique». Nous ne développerons pas les arguments mensongers repris dans cette lettre, la manœuvre est claire : il s'agit de décourager les travailleurs en lutte pour le maintien de leur



emploi sur place. «Un jour ils nous disent noir, le lendemain, ils nous écrivent blanc», commentait un travailleur. «Mais nous prennent-ils pour des rigolos ?» Ici les travailleurs réfléchissent sur les moyens à se donner pour continuer la lutte et remporter une victoire concrète après la reprise du travail, «car notre victoire ne fera pas plaisir à tout le monde, cela peut donner des idées aux autres travailleurs».

Déjà, l'accord signé prévoit qu'une AG par jour se tiendra la première semaine de la reprise, deux AG pour la deuxième semaine et une AG par semaine pour la période suivante. Des actions de popularisation seront décidées pendant la reprise... D'autre part, les travailleurs exigeaient d'être payés pour la période allant du 16 mars date de liquidation judiciaire, au 4 avril, date de la reprise. Sur ce point, les syndicats ont été très réticents. Mais la réponse côté travailleurs fut claire : «Nous devons être payés pour la période où l'on nous a empêché de travailler». Devant cette fermeté, les travailleurs ont obtenu d'être payés pour cette période.

La discussion de cet accord de reprise, en plus des discussions réelles sur la reprise de l'activité, a permis de riches débats : «Après

notre lutte, ça ne peut être, ça ne doit pas être comme avant» déclarent les travailleurs. C'est ce que soulignait un responsable CFDT à l'AG : «Il faut réfléchir sur une nouvelle organisation du travail !» En AG, comme avant et après, on discute ferme. Sur le rôle des cadres et des petits chefs : «Il ne s'agit pas que ceux qui se sont mis contre nous reviennent ici à la reprise». «Les petits chefs ceux qui ne connaissent rien, qui n'étaient capables que de jouer aux flics, auront intérêt à bien se tenir». Les discussions vont plus loin : «Pourrait-on se passer de cadres ? Ou bien imaginer un autre type de cadres ?... On fait toujours le boulot, on le connaît ; on a jamais un mot à dire... on nourrit toute une flopée de parasite».

Au cours de cette discussion, le délégué CFDT devait déclarer : «Dans notre lutte, il y a une sacrée contradiction : on lutte pour notre emploi, pour d'autres conditions de travail... et en même temps, c'est à nous de trouver un autre patron».

Tant qu'on restera dans ce système, on est coincé, on ne peut quand même pas faire de notre boîte un îlot de socialisme, c'est impossible. C'est l'ensemble de la société qu'il faudrait changer». Ici, avec cette lutte contre les licenciements, ce sont des aspirations plus profondes qui sont, encore confusément, en train de naître, des aspirations à vivre autrement. «Cette lutte, notre lutte, nous a fait ouvrir les yeux sur beaucoup de choses» disait un jeune gréviste.

Attention !!DES AUJOURD'HUI
NOTRE NOUVEAU
NUMÉRO :

636.73.76.



Aujourd'hui le comité de soutien de Fameck, organise une intervention de popularisation avec panneaux et prise de parole sur le marché à 10 h 00. Une collecte sera effectuée. Pour envoyer les messages de soutien : Comité d'Action Soloci-Solomi Route de Thionville Koenismacker 57110 Yutz

D'autre part, un compte solidarité a été ouvert : Comité d'Action Soloci-Solomi-Satram n° 10.787.045 CMDP de Koenismacker

Les ballets de Shanghai à Paris

"la fille aux cheveux blancs"

Une œuvre révolutionnaire
un magnifique spectacle



La joie de la libération

Lorsque le rideau du théâtre se baisse sur Hsi Eul, la fille aux cheveux blancs, qui vient de rejoindre les rangs de l'Armée Rouge, on a au fond des yeux une foule d'images, de danses, une foule de sentiments nous agite. La haine pour les propriétaires fonciers qui accablaient les paysans de dettes, les affamaient, volaient leurs filles. La joie partagée avec les paysans du village libéré, de l'émotion des retrouvailles de ceux qui ont combattu ensemble. Mais par-dessus tout, la volonté, le désir de combattre puisé au travers de l'histoire de Hsi Eul, la jeune paysanne qui ne s'est jamais laissée soumettre.

Hsi Eul avait été prise de force par un seigneur en échange des dettes de son père. Elle s'échappe après avoir repoussé très fermement les avances du seigneur et gagne le montagné. Les soldats de l'armée populaire la retrouveront en poursuivant le maître qui essaie de fuir après la libération du village. Hsi Eul libérée comme tout le vil-

lage, animera le tribunal populaire qui jugera des crimes du maître et s'engagera dans l'armée populaire. A travers cette histoire puisée dans un des faits réels de l'époque de la libération de la Chine, la troupe de Changhaï nous fait partager tous les sentiments des paysans au cours de la lutte de libération, grâce à un spectacle de très beaux ballets.

Ces gestes, ces danses, les figures du ballet sont devenus pour les danseurs une arme. Du même coup, le ballet lui-même s'est enrichi de toutes les figures nécessaires à l'expression des sentiments et de la lutte des paysans. Les figures des arts martiaux par exemple se sont harmonieusement intégrées au ballet pour figurer les combats. Au lieu de transformer l'expression artistique en langage incompréhensible hors des cercles initiés qui n'a de valeur que par la perfection des formes, le travail de la troupe de Changhaï se sert de ces formes extrêmement complexes pour porter au

plus haut point l'expression des sentiments des paysans et nous en faire participer au plus haut point ; on a envie de battre le maître avec Hsi Eul, de danser dans la joie du ballet des paysans libérés.

Pour y parvenir, la troupe de Changhaï a poussé la perfection jusque dans le moindre détail. Les costumes toujours changeants sont eux-mêmes expressions, les décors, soignés jusque dans le plus petit détail ne sont pas seulement une vague indica-

tion de lieu, ils participent pleinement du spectacle, et toutes couleurs, toute lumière, procédés techniques, sont mis en œuvre pour renforcer encore la force du spectacle, aussi naturellement que la musique qui soutend tous les mouvements de la troupe. Il faut aller voir «La fille aux cheveux blancs», merveilleux spectacle et riche œuvre, exemple magnifique d'art révolutionnaire.

G. Carrat

Les Ballets de Changhaï seront à Paris du 1^{er} au 16 avril, au Théâtre des Champs-Élysées

A NICE : les 19 et 20 avril à l'Opéra
A LYON : les 23 et 24 avril à l'Opéra
A NANCY : les 27 et 28 avril au grand-théâtre.

LA FILLE AUX CHEVEUX BLANCS EST PRÉSENTÉE

à Paris, Théâtre des Champs Elysées 15 avenue Montaigne 225.29.64, les 3, 4, 6, 8, 9, 12, 13 avril

Les ballets présenteront certains actes du ballet avec des musiques et des danses folkloriques

POLITIQUE

PCF LA SIGNIFICATION DU COMITÉ CENTRAL

L'HORIZON 78, C'EST L'ÉTOUFFEMENT DES LUTTES

«Vers le changement démocratique» : c'est le titre que Marchais a donné au rapport qu'il a prononcé devant le comité central du PCF. Autant dire qu'après les élections municipales, il pense effectivement être en mesure de parvenir au pouvoir à l'occasion des élections de 78. Assurer la victoire du programme commun, faire en sorte que la place du PCF dans la nouvelle équipe qui viendra au pouvoir soit la plus grande possible, et que ses orientations pèsent au maximum sur la politique de ce gouvernement, telles sont bien les préoccupations qui ressortent des paroles prononcées par le secrétaire général du PCF.

L'HORIZON 78, C'EST L'ÉTOUFFEMENT DES LUTTES

Naturellement, Marchais jubile au vu des résultats des élections municipales : «Chacune des formations de la gauche sort de cette consultation avec un nombre accru d'élus et avec une audience élargie». Bonne occasion pour clouer le bec à ceux qui, à l'intérieur du PCF, s'inquiétaient, d'une élection à l'autre, de voir régulièrement le parti socialiste améliorer ses positions à leurs dépens : «Nous avions affirmé qu'un tel mouvement n'était pas fatal, à condition de faire ce qu'il faut».

PROFITER DU MOMENT FAVORABLE VIS-A-VIS DU PS

Battant le fer tant qu'il est chaud, le PCF a donc l'intention de s'appuyer sur le résultat favorable des dernières élections pour obtenir des engagements plus précis de ses partenaires quant à l'application des dispositions du programme commun qui sont décisives à ses yeux. En dehors de «l'actualisation», des promesses aux travailleurs (comme le SMIC à 2 000 F), il s'agit d'abord de «l'extension du secteur public» : on ne peut pas ignorer l'évolution intervenue dans certains secteurs, comme la sidérurgie, le pétrole et l'automobile : il

s'agit d'étendre un peu la liste des sociétés à nationaliser, en contradiction avec le PS dont les responsables ont insisté à maintes reprises sur le fait qu'il n'y aurait pas plus de neuf nationalisations. Un terrain d'entente pourrait cependant être trouvé, Mitterrand ayant reconnu que certaines des entreprises dont la nationalisation était prévue, y échappent du fait qu'elles sont tombées entre des mains étrangères, et qu'il fallait «compenser».

LA QUESTION DU CALENDRIER

Passés les «enrichissements en matière de droits et de libertés», qui font partie de la démagogie quotidienne de Marchais, et «les progrès de la détente», dont il est bien mal venu de parler au moment où les USA et l'URSS viennent de rompre leurs négociations, il reste une question cruciale : «préciser les modalités et le calendrier d'application du programme commun». A ce sujet, Marchais affirme : «une action énergique et rapide sera indispensable».

Une part importante de la bataille politique entre PS et PCF pourrait bien se mener là-dessus. De leur côté, les dirigeants socialistes ont en effet évoqué la nécessité de «mettre en perspective» le programme commun.

Quand nationalisera-t-on, à quel rythme, avec quelle extension : voilà des questions qui pourraient bien s'avérer épineuses, dans les mois à venir, dans les rapports entre PS et PCF. Aussi Marchais, fort de ses bons résultats aux dernières élections, se montre-t-il pressé : «Nous proposons au PS et au MRG une rencontre au plus haut niveau à une date rapprochée». La réponse du PS est venue, comme prévu : il n'est pas pressé.

LE GRAND SILENCE : LES LUTTES OUVRIÈRES

Dans le discours-fleuve que le secrétaire général du PCF a ainsi consacré à la perspective de son arrivée au pouvoir, une question brille par son absence : celle des conditions auxquelles la classe ouvrière peut, aujourd'hui faire face aux difficultés dans lesquelles la met le plan Barre. Un petit paragraphe sur un discours s'étalant sur plus de deux pages de «L'Humanité». Une vague promesse de «soutenir les luttes», une «attention soutenue au problème de l'emploi... «pouvant aller jusqu'à de grands rassemblements». Rien de concret, rien de précis, rien de sérieux. Et pour cause : avant les législatives, encore plus qu'avant les municipales, il s'agit d'empêcher les luttes qui pourraient effrayer l'électorat.

Le message de Marchais aux travailleurs, en direction desquels il prétend intensifier l'action de son parti, le

voici : supportez patiemment, attendez que nous soyons au gouvernement. Dans ce mépris total des conditions de vie et de lutte des masses, telles qu'elles se présentent aujourd'hui, se trouve en germe le mépris que les mêmes gens auraient demain, une fois au pouvoir. Alors, le refrain changerait à peine. Ce serait encore, et beaucoup plus ouvertement qu'aujourd'hui, l'appel à prendre patience, à supporter l'exploitation du capitalisme d'État, de crainte de retomber dans celle du capitalisme privé. Par ses alliances, Monsieur Marchais est encore plus éloquent que par ses discours.

Jean LERMET



Marchais inaugurant : avec tous ses élus, il s'y croit déjà.

Après l'échec des discussions SALT

● Cyrus Vance en France

● Conférence de presse de Gromyko

L'AGGRAVATION DE LA RIVALITE EN EUROPE

Après la conférence de presse de Gromyko, à Moscou jeudi soir, aucun doute n'est plus possible sur les intentions soviétiques : d'une part l'URSS ne veut réduire en rien, ni en quantité, ni en qualité son potentiel offensif, d'autre part elle a lancé le débat sur un nouveau terrain celui des bases américaines principalement en Europe. Ce n'est pas seulement une réponse aux propositions américaines mais une véritable contre-offensive, pour contraindre les Etats Unis à reculer. Délibérément

les Soviétiques paraissent avoir choisi l'épreuve de force avec pour terrain principal l'Europe.

Cette brutalité soviétique rend extrêmement inquiétantes les paroles proférées par Schmidt après sa rencontre avec Cyrus Vance : il a affirmé que la rupture des négociations ne constituait pas une menace pour l'Europe. Il est bien vrai que la menace vient de l'ensemble des relations qui se

nouent entre les Etats Unis et l'URSS, il est vrai qu'elle a pris naissance dans les négociations SALT elles-mêmes. Mais il est vrai que la rupture des discussions à Moscou a marqué avec une force jamais connue jusqu'à présent que le Kremlin ne reculerait devant aucun moyen pour s'imposer contre la puissance américaine en recul. En fait après avoir été rabroué vertement à Moscou Cyrus Vance est venu resserrer les alliances des USA en Europe.

A Moscou

GROMYKO DÉCLARE : «LES BASES US DOIVENT FERMER»

C'était la première fois depuis 1960, depuis qu'un avion espion U2 avait été abattu au-dessus du territoire soviétique et son pilote emprisonné, que Gromyko donnait une conférence de presse, jeudi après-midi à Moscou. Il fixait les nouvelles positions à partir desquelles l'URSS voulait négocier avec les USA en disant : «Vous pouvez appeler cela un durcissement de position, un changement de position, vous pouvez l'interpréter comme vous l'entendez».



Gromyko lors de sa conférence de presse dit en substance : «Nous ne réduirons pas notre effort militaire»

A PROPOS DES LIMITATIONS D'ARMEMENTS

Gromyko a dit que la proposition américaine de réduire considérablement le plafond du nombre de missiles, «porterait un grave coup aux intérêts de l'URSS, à l'intérêt de la sécurité du peuple soviétique, à la sécurité de nos alliés et amis. Selon Gromyko la proposition américaine était de réduire le nombre des missiles

et des bombardiers à long rayon d'action à 1 800 ou 2 000. «Ils nous ont proposé de liquider la moitié de nos moyens, simplement parce que certains aux Etats Unis ne les aiment pas.» En d'autres termes les Soviétiques ne veulent pas réduire leur effort de guerre et considèrent comme essentiel à leur «sécurité» un puissant arsenal offensif. Il a insisté également pour que soit garanti «le droit de moderniser les engins de chaque côté».

A PROPOS DES DROITS DE L'HOMME

La question qui lui a été posée l'a plongé dans une inhabituelle agitation nerveuse. Il a néanmoins déclaré : «Cela empoisonne l'atmosphère. Cela n'aide pas à résoudre les problèmes des SALT. Cela les aggrave».

LA CONTRE ATTAQUE : LES AMÉRICAINS DOIVENT RÉDUIRE LEURS BASES AVANCÉES :

Gromyko a parlé de la «liquidation» des bases américaines notamment en Europe, mais aussi partout ailleurs, à partir desquelles les USA peuvent atteindre l'URSS. Bien que cette question ait été placée en dehors des accords de Vladivostok au nom desquels l'URSS a rejeté les propositions américaines concernant la Cruise et le Backfire, Gromyko a dit : «Nous voyons maintenant les choses différemment à la lumière des nouvelles propositions américaines».

A Bonn

VANCE ET SCHMIDT PRÉPARENT LE SOMMET OCCIDENTAL

Cyrus Vance est arrivé à Paris hier soir après avoir rencontré le chancelier allemand et le ministre anglais des affaires étrangères. En Allemagne selon Vance «Nous n'avons presque pas discuté de la question décisive de la non prolifération» (c'est à dire, de la vente d'une centrale allemande au Brésil). Les quatre heures de discussion ont été consacrées aux discus-

sions SALT et des problèmes économiques mondiaux, c'est à dire de la coordination des économies occidentales que Carter projette d'instaurer. Schmidt a notamment déclaré à propos de la réunion de Moscou : «Je ne crois pas que le mot rupture soit exact. Si j'ai bien compris, aussi bien nos amis Américains que leurs interlocuteurs soviétiques sont d'avis que cela n'est en

aucune manière l'impasse. Je continue à penser que l'intérêt fondamental des deux côtés inspire un profond désir de conclure un accord SALT II». Gromyko a dit à quelles conditions.

En Angleterre : les discussions se sont poursuivies vendredi matin avec Callaghan et Owen. L'un des principaux points abordés - en dehors de l'échec rencontré à Moscou - est la politique en Afrique australe. L'Angleterre devrait effectuer une nouvelle série de démarches en Afrique Australe après ses échecs successifs. Les Etats-Unis veulent continuer d'utiliser l'Angleterre comme moyen d'intervention en Afrique Australe. Ainsi, l'échec de la diplomatie américaine à Moscou constitue une partie des difficultés qui assaillent aujourd'hui de toutes parts l'impérialisme US. Aussi fait-il mine de coopérer avec les gouvernements. Est-ce pour autre chose que les entraîner à partager son sort ?

Schmidt, Cyrus Vance et Genscher : «L'Europe n'a rien à craindre»



Les soviétiques cherchent toujours à acheter du beurre en Europe

Selon la CEE, l'Union soviétique cherche à acheter 35 000 tonnes de beurre sur le marché européen. Selon le département américain du commerce, ce sont des hommes d'affaires allemands qui sont chargés de préparer le marché. «Les exportations vers l'Europe de l'Est sont possibles», a déclaré le porte-parole de la Commission européenne «sans qu'il y ait de subvention de garantie auparavant». «Cependant la commission n'a pas l'intention d'autoriser que cette possibilité soit offerte pour exporter de nouvelles quantités importantes de beurre en Europe de l'Est et prendra, si besoin est, des mesures appropriées». «La communauté est absolument libre de décider à qui elle versera des subventions pour des ventes de surplus. Aucun des pays ne peut réclamer un droit automatique pour de telles ventes».

En clair donc, la Commission européenne refuse de verser toute subvention pour des ventes de beurre aux pays de l'Est. Les mesures prises pour empêcher la vente par Doumeng de 36 000 tonnes de beurre à l'URSS sont ainsi en voie de généralisation.

CONCORDE

Les Américains ont décidé de reporter la réponse aux techni-

ciens français et anglais au sujet de Concorde. La réponse des Américains ne sera donc pas donnée le 24 avril comme prévu.

En bref... En bref... En bref...

Grande-Bretagne : nouvel avion anglais d'alerte

Le ministre britannique de la Défense a annoncé que son pays a décidé de créer son propre système d'avions d'alerte, Nimrod, au lieu d'acheter, en coopération avec les Etats membres de l'OTAN, des appareils américains, les Boeing 707 (AWACS). Cette décision risque de retarder le choix par les pays européens en faveur des AWACS.

ZAÏRE

Le président du Zaïre, Mobutu, a déclaré à l'agence de presse zairoise qu'il ne vivrait «jamais un seul jour en exil», qu'il soit «chef d'Etat ou simple citoyen». Ces phrases dénotent l'effondrement interne du régime zairois, aggravé par l'intervention des ex-gendarmes katangais.

CHYPRE :

Des négociations se sont ouvertes à Vienne entre les Chypriotes turcs et grecs hier, sous la présidence de l'ONU.

PORTUGAL :

L'armée, dans l'Alentejo, a pris position pour empêcher les paysans d'occuper de nouvelles terres.

TCHAD : UN PUTSCH MILITAIRE ÉCRASÉ

Un putsch a été écrasé dans la matinée de vendredi à N'djamena, la capitale du Tchad. Tôt le matin, de violentes fusillades ont éclaté dans le secteur du palais présidentiel. Pendant plusieurs heures, les combats se sont poursuivis. En fin de matinée, aucune précision n'était encore donnée sur les auteurs éventuels du putsch.

DJIBOUTI :

La table ronde se poursuit à huis clos à Accra capitale du Ghana sous l'égide de l'OUA. Les discussions entre les divers mouvements ont pour but de définir la république

de Djibouti après l'indépendance sans que cela puisse donner matière à intervention étrangère ou à conflit entre les pays voisins.

PORTUGAL INculpATION DE CARVALHO ET DE 46 OFFICIERS

Dans un document de 4 pages, les officiers sont inculpés officiellement d'avoir distribué des armes à des civils, d'avoir contribué à la politisation des soldats et plusieurs autres motifs. Selon les avocats de Carvalho, la traduction des officiers devant le Conseil de discipline vise à empêcher un procès public sur les événements du 25 novembre 75, car les réunions du Conseil de discipline seront tenues à huis clos.

INTERNATIONAL

dans la presse étrangère

La presse allemande et le sommet européen de Rome

«On n'a pas déplacé les montagnes dans la ville des sept collines, mais au moins aucun éclat ne s'est produit» écrit «Die Welt» à la suite des modestes résultats du sommet européen quant à l'harmonisation des politiques européennes. Les appréciations vont de «mieux que prévu» à «moins mal qu'escompté». «Si à considérer le résultat de la conférence, on fait abstraction des ornements rhétoriques, il ne reste pas grand chose» ajoute «Die Welt».

A propos de l'accord sur la position commune à la conférence Nord Sud, «Die Welt» note que «il est vrai que les interprétations de ce que cette ligne représente dans le détail varient». Plusieurs journaux font état de déclaration de Schmidt sur cette question. Selon le «Frankfurter allgemeine Zeitung», «il a souligné que seuls les pays en voie de développement, pauvres, pourraient profiter du fonds de développement des matières premières. En échange on attend de leur part des promesses de livraisons régulières de matières premières et une garantie d'investissements. Les Etats producteurs de pétrole eux doivent assurer la sécurité d'approvisionnement des pays occidentaux».

Dans le «Suddeutsche Zeitung», Schmidt aurait également déclaré «que la CEE espérait que le nouveau gouvernement américain adopterait une attitude plus compréhensive à l'égard du projet de régulation des matières premières et cesserait de considérer que ce projet porte atteinte aux principes du libre échange». Le journal note à ce propos que «les craintes émanaient avant tout de Bonn» !

«Die Welt» souligne les nuances entre les différentes approches européennes du problème. «Selon la presse italienne, les neuf ont adopté un fonds global de régulation des matières premières ; Schmidt a affirmé par contre qu'on avait élaboré un projet alternatif prévoyant la transformation du fonds dans un fonds commun. Le gouvernement fédéral semble néanmoins avoir fait des concessions sur ce point face tant à la majorité de la CEE qu'aux pays en voie de développement».

Le projet de relance occupe peu de place dans la presse. Sinon dans le «Frankfurter Allgemeine» qui rappelle que Schmidt a déclaré que «les autres pays membres de la CEE n'avaient pas demandé à Bonn un renforcement des mesures destinées à stimuler la conjoncture. Selon lui Giscard et les représentants de la Commission ont expressément honoré la contribution allemande à la stabilisation».

Quant à la question de la sidérurgie, le «Frankfurter Allgemeine» note simplement que «la prise de positions européenne est équivoque».

Le plus marquant est la grande discrétion à propos de la décision d'une participation commune au sommet de Londres. «Die Welt» se borne à souligner que «l'éclat a pu être évité» après les oppositions brutales entre la France et l'Angleterre à ce propos. De son côté le «Sud-deutsche» minimise cette affaire en disant que le «compromis négocié avec le président de la République française a ouvert la voie à toute une série de modestes avances» sans pour autant que cela se fasse en direction de Carter après que Schmidt se soit rendu aux raisons des financiers américains.

La presse US et le gouvernement Barre bis

Dans un long article d'analyse le correspondant à Paris du «Herald Tribune» écrit notamment après la démission du gouvernement Barre que c'était «le début de la contre-attaque prévue pour stopper la montée de la gauche. Il semble que Giscard et Chirac commencent à se conduire comme s'ils prévoyaient dès à présent la victoire de la gauche aux élections législatives de l'an prochain. Giscard d'Estaing a refusé de couper les ponts avec la gauche, se laissant ouverte la possibilité de nommer M. Mitterrand comme premier ministre si la gauche devenait majoritaire au Parlement...»

L'opposition suivie de Chirac à M. Giscard d'Estaing, conduit... à penser que lui aussi pense que la gauche l'emportera l'an prochain. Dans un tel cas, la politique de Giscard d'Estaing de conciliation serait discréditée et le maire de Paris pourrait conduire la réaction qui rejeterait ses débris».

Ainsi la presse américaine qui envisage la venue de la gauche au pouvoir comme n'étant pas une catastrophe, s'apprête également dès maintenant à soutenir une opération Chirac.

GUIRINGAUD EN ISRAËL ETAPE IMPORTANTE D'UNE EVOLUTION

La visite de Guringaud est considérée par le ministre lui-même comme le constat que les relations entre la France et Israël «sont redevenues normales». A l'aéroport, à son arrivée, Guringaud avait déclaré que les oppositions entre la France et Israël dans le passé «avaient été causées par la différence des analyses sur les moyens propres à assurer et à garantir l'existence de l'Etat hébreu».

En clair, cela signifie qu'il n'y a plus guère de différence entre Israël et le gouvernement français concernant le règlement du Moyen-Orient sur le fond.

LE RENONCEMENT A UNE POLITIQUE PROPRE

En fait, cela signifie un renoncement : celui d'assurer à l'impérialisme français une position particulière à l'égard des pays arabes en organisant l'embargo sur les armes à Israël en 1967, en dénonçant l'expansionnisme israélien. C'est un renoncement qui est au même temps un constat d'échec : le soutien de l'Allemagne à Israël n'a pas empêché l'Allemagne de se tailler une part confortable du marché des pays arabes, et de battre sur le terrain la France. L'appui essentiel que les États-Unis apportent à Israël ne les ont pas empêchés de développer leurs liens avec les pays arabes et d'être en fin de compte les seuls à pouvoir imposer un règlement à toutes les parties en dehors de la principale : l'OLP. Sur le plan de la puissance, et sur le plan politique, l'impérialisme français n'est plus en mesure de jouer un rôle important au Moyen-Orient, sinon en s'accrochant au char

américain. Le recul devant toute intervention au Liban, après que l'Égypte en ait fait la demande, a été l'un des signes multiples de ce retrait. L'affaire Abou Daoud a montré quelles possibilités, les fractions pro-israéliennes, qui n'avaient jamais cessé d'exister dans l'appareil d'État, pouvaient avoir maintenant. La page est tournée, affirme le «Figaro». C'est la page la plus sinistre qui s'ouvre.

DES GLISSEMENTS JALONNÉS D'ASSASSINATS

Depuis le 4 décembre 1972, date de l'attentat qui a coûté la vie à Mahmoud Hamchari, les glissements de la politique française sont jalonnés du sang des combattants de la Résistance Palestinienne assassinés sur notre sol, avec des complications suffisamment puissantes pour qu'aucun de ces assassins terrés à l'ambassade d'Israël à Paris ne soit jamais arrêté.

Les bons rapports noués officiellement par le voyage de Guringaud ne peuvent avoir pour résultat que de laisser encore le champ plus libre en France aux agents israéliens, aux tueurs sionistes. Le président d'Israël sera l'invité très bientôt de Giscard. Ce sera la première personnalité israélienne de haut rang à venir à Paris de façon officielle depuis de nombreuses années. Les sionistes doivent savoir que le peuple de France, qui a combattu glorieusement contre le nazisme, est révolté par le racisme de l'État d'Israël et qu'il combat aux côtés des victimes, des opprimés, du vaillant peuple de Palestine.

G. CARRAT

"ON" ASSASSINE A PARIS !

HAMCHARI
tué par les
sionistes le 4
Décembre 1972



KUBAISSI
tué par les
sionistes le
9 Avril 1973



SAIEH
tué par les
sionistes le
1 Janvier 1977



BOUDIA
tué par les
sionistes le
19 Juin 1973



Un glissement politique jalonné d'assassinats de militants palestiniens : «qu'est-ce que ce sera maintenant que les relations sont redevenues «normales».

SADATE À PARIS

Sadate est de passage à Paris, après avoir rencontré le président allemand, sur le chemin de Washington.

L'essentiel des discussions portera sur l'aide de la France à l'Égypte, notamment la participation à la création d'une usine d'armements dont la réalisation traîne en longueur. Mais l'essentiel du voyage de Sadate dans les pays occidentaux se déroulera à Washington, qui dispose selon Sadate de 99% des cartes pour un règlement, et auxquels il est difficile de faire des concessions supplémentaires, notamment sur

les rectifications des frontières de 1967 que prévoit l'administration Carter.

MANIFESTATION EN PALESTINE OCCUPÉE

En Galilée, territoire occupé depuis 1947, 10 000 manifestants palestiniens ont commémoré l'assassinat d'un enfant de neuf ans et de six paysans durant la répression de la journée de la terre le 30 mars 1976. En Cisjordanie, les manifestations organisées en commémoration de cette journée historique qui a marqué la volonté unie de tout le peuple de Palestine de se libérer ont été violemment dispersées.

Espagne

LE SYNDICAT VERTICAL N'EST PAS DÉMANTÉLÉ

SYNDICATS SECTORIELS

Les «Cortès» ont adopté jeudi, dans leur dernière séance, la nouvelle loi sur les associations syndicales.

Celle-ci autorise en principe la constitution d'organisations «par branches d'activité» à l'échelle nationale ou territoriale.

Toutefois, l'appareil du syndicat vertical n'est nullement démantelé, son rôle est simplement ramené à la prestation d'un certain nombre de «services» sociaux, ou juridiques, et tous les travailleurs, comme par le passé devront y cotiser.

De plus, ces organisations «par branches d'activité» sont soumises aux mêmes règles de légalisation que les partis politiques et elles peuvent être dissoutes par l'autorité judiciaire.

Cette réforme est jugée totalement insuffisante par la totalité des centrales syndicales, qui réclament une liberté syndicale sans exclusive.

LA LEGALISATION DU PCE ENTRE LES MAINS DE SUAREZ

D'autre part, la 4^e chambre du Tribunal suprême a

finallement rendu un arrêt concernant la légalisation du PCE et du Parti Carlisme. Il s'estime incompétent et a renvoyé l'affaire devant le gouvernement en indiquant que la décision devrait appartenir à la justice pénale.

La 4^e chambre avait d'abord rejeté la nomination d'un Président de réputation «libérale», paralysant ainsi son propre fonctionnement. En renvoyant la balle à Suarez, il le place dans une position embarrassante.

Plusieurs solutions s'offrent à lui : juger lui-même,

ce qu'il avait voulu éviter, modifier la loi, ou laisser l'affaire en suspens jusqu'aux élections.

POLICE FASCISTE

La presse espagnole révèle par ailleurs que quatre policiers félicités par Suarez pour avoir participé à la capture des tueurs d'Atocha ont renvoyé à celui-ci son télégramme de félicitations.

Nouvelle démonstration des difficultés causées au gouvernement par l'influence énorme dont disposent les franquistes immobilistes dans l'appareil d'État.

Prison d'Arenc à Marseille

DEFFERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Du bureau de presse de Marseille

La lettre de Poniatowski au ministère de l'Équipement que nous avons publiée hier, constitue une ingérence flagrante dans les affaires de l'État algérien puisqu'elle prouve la volonté du ministère de l'Intérieur de s'opposer au libre choix de son escale française par la Compagnie Nationale Algérienne de Navigation (CNAN).

En même temps, elle montre que le «centre d'hébergement» d'Arenc, véritable prison où sont enfermés illégalement des travailleurs immigrés, n'est pas une «bavure», mais bien un maillon

essentiel du dispositif policier mis en place à Marseille contre les travailleurs immigrés. Dans cette mise en place, la municipalité socialiste de Gaston Defferre a sa large part de responsabilité, comme le rappelle aujourd'hui notre bureau de presse de Marseille ; il souligne de plus la nécessité de poursuivre la lutte contre la prison d'Arenc, qu'elle reste illégale ou qu'elle soit légalisée.

En annexe, nous publions aujourd'hui la réponse du ministère de l'Équipement à Poniatowski.

LE VRAI VISAGE DU PROGRAMME DEFFERRE-DIJOUD

À Marseille, le dispositif policier tant vanté par Poniatowski dans sa lettre vient d'être renforcé depuis peu par la «Maison de l'Étranger», à côté de la gare St-Charles. Au sujet de la création-éclair de cette «Maison de l'Étranger», on pourra se reporter avec profit, au document publié par la Cimade à Marseille, sur le programme de 600 millions de NF «pour les immigrés», signé le 20 octobre 75 entre Defferre et Dijoud. Après un énorme tapage sur le programme «social» de Defferre concernant l'immigration, force est de constater que de tout cet habillage social du projet, n'a eu qu'un effet : la construction de la partie réservée au renforcement du filage des immigrés. En six mois, un milliard 300 millions d'AF ont été investis pour créer cette «Maison de l'Étranger» dans laquelle la police a transféré ses locaux de la Place Sadi-Carnot. On comprend donc aussi pourquoi l'animation directe de cette «Maison» est confiée à une association excluant les immigrés et les syndicats. Voilà le vrai «projet social» de Defferre-Dijoud. Voilà qui précise les paroles de Defferre déclarant le 20 novembre 75 : «C'est moi, avec M. Dijoud, qui appliquons le Programme Commun de la gauche, lorsque j'obtiens de l'argent pour Marseille».

Comme chacun sait, Defferre et le PS dans sa totalité travaillent pour l'arrivée du Programme Commun au pouvoir, aidés par le PCF. Que dit le Programme Commun cher à Defferre : «Les travailleurs immigrés bénéficieront des mêmes droits que les travailleurs français. La loi garantira leurs droits politiques, sociaux et syndicaux». Quelle hypocrisie ! Les faits donnent une réalité différente.

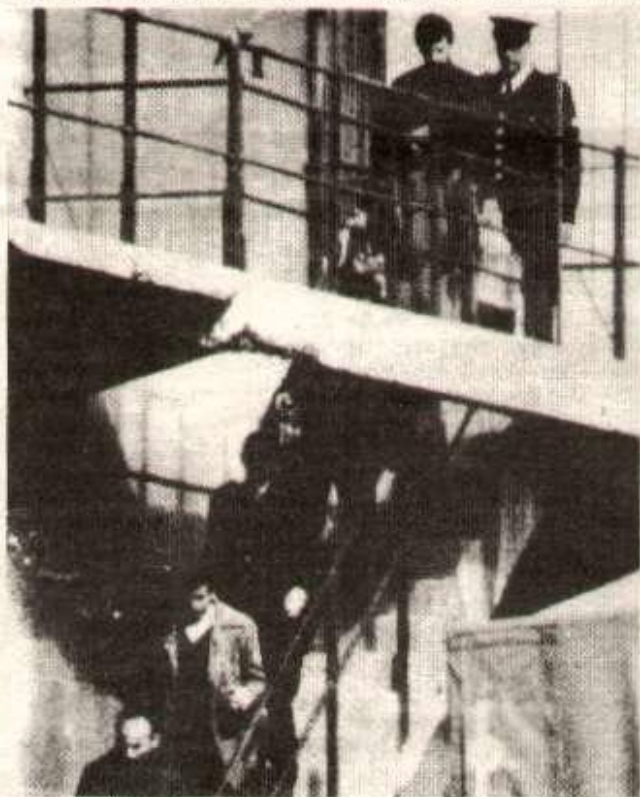
LE PROJET DE LA CNAN

DES AVANTAGES ET DES INCONVÉNIENTS POUR DEFFERRE

Il faut remarquer d'abord que les relations entre la CNAN, les ports algériens et le Port Autonome de Marseille (PAM) sont les meilleures du monde. Nous en

voulons pour preuve le contrat signé entre le PAM et l'Office des Ports Nationaux Algériens pour la formation de techniciens des ports, suite à une visite officielle de Gaston Defferre à Alger, au cours d'un de ses périples estivaux avec son yacht, dit-on.

Par ailleurs, si le transfert se réalisait que deviendrait la SOCOMA (Société Coopérative Ouvrière de Manutention) qui a le monopole des



La prison d'Arenc

débarquements de la CNAN et dont le président n'est autre qu'Emile Loo, secrétaire de la Fédération des Bouches-du-Rhône du Parti Socialiste, député et adjoint de Defferre depuis mars 1975 ?

De plus, Emile Loo n'est pas le seul à manger au ratelier : André Manivet, vice-président du Conseil Général, présenté sur les listes de Defferre comme «agent de maîtrise du port» est en fait directeur de la SOCOMA.

Cependant, le transfert du trafic de la CNAN à Toulon aurait plusieurs avantages pour Defferre :

— créer des difficultés politiques à Arreckx, le maire de Toulon pour permettre à une municipalité d'Union de la Gauche de prendre sa place. D'autant plus qu'il est

passé aux municipales avec peu de voix d'avance.

Mais pour l'instant, la querelle interne à l'Union de la Gauche à Toulon ne permet pas d'assurer cette victoire.

— diminuer très nettement les problèmes posés par le transit quotidien de 2 000 étrangers à Marseille : en transformant les quartiers de la Porte d'Aix en un vaste centre ultra-moderne, Defferre va obligatoirement s'affronter à des luttes très importantes contre sa politi-

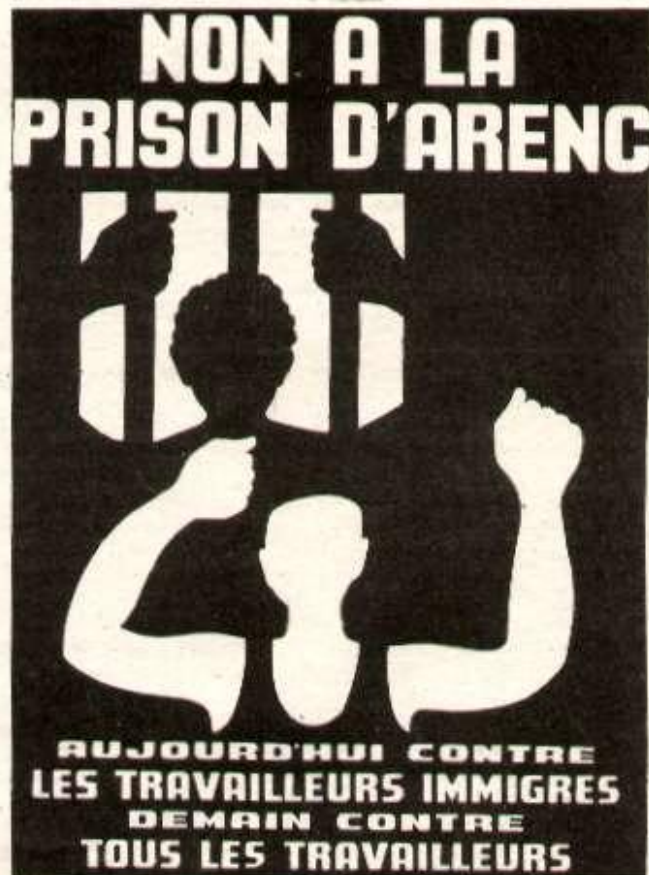
s'est donné des airs de démocrate face à la politique répressive de la préfecture. Mais ne nous y trompons pas, Defferre était lui aussi contre la marche : il l'a prouvé en refusant de recevoir une délégation du collectif Arenc. Alors quel est son jeu ?

Pour la bourgeoisie, il n'est pas question de se passer de telles prisons. La bourgeoisie de droite comme de «gauche» tient à contrôler étroitement le trafic de main-d'œuvre dont elle a ou aura besoin pour assurer ses profits ; c'est pourquoi devant une mobilisation de masse sur le thème : «Non à la prison illégale d'Arenc !» La bourgeoisie peut très bien se servir d'une telle mobilisation pour légaliser Arenc. Ce danger a été dénoncé par le Collectif Arenc pendant toutes ces campagnes et notamment dans sa dernière brochure dans laquelle il précise son désaccord avec les signataires du Comité de défense des libertés auteur d'une lettre adressée au Président et aux conseillers de la chambre d'accusation d'Aix, qui se conclue ainsi : *Messieurs, en confirmant l'ordonnance du juge d'instruction de Marseille, vous aiderez le gouvernement à prendre conscience qu'il ne peut s'installer dans l'illégalité, qu'il lui faut ou bien fermer le prétendu «Centre» d'Arenc ou bien faire modifier la loi sur les expulsions.* (Signé : l'association des juristes démocrates, le SAF, le syndicat de la magistrature, la ligue des droits de l'homme, le syndicat des médecins généralistes ; le syndicat national du personnel de l'éducation surveillée (FEN), le syndicat du personnel de l'administration pénitentiaire (FEN), la CIMADE, l'UD-CGT et l'UD-CFDT).

Il y a tout lieu de penser que Defferre cherche à se servir de la mobilisation actuelle, non pas pour la fermeture d'Arenc, mais pour sa légalisation. Ce sera toujours cela de moins à faire après 1978 si l'Union de la Gauche arrive au pouvoir ; car même dans le cas d'un transfert du trafic de la CNAN à Toulon, l'immigration ne sera pas complètement arrêtée pour autant à

ARENCE ET DEFFERRE

Ce contrôle étroit oblige à considérer avec d'autant plus d'attention l'énorme manchette du «Provençal-Soir» appelant à la marche du samedi 26 mars. Defferre



Marseille, et Defferre aura besoin de son Arenc légalisé.

LUTTER CONTRE ARENCE, LÉGALE OU ILLÉGALE !

Sans se faire une seule illusion sur un véritable soutien des partis de «gauche», tous les démocrates, tous les progressistes qui luttent

pour la disparition d'Arenc, maillon de la chaîne de la répression bourgeoise dirigée contre l'ensemble de la classe ouvrière, doivent capitaliser tous les acquis de la mobilisation actuelle, qui sont nombreux, pour mener une campagne d'explication sur la signification de l'existence d'Arenc et l'enjeu de sa fermeture, contre les projets bourgeois de droite et de gauche.

RÉPONSE DU MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT À PONIATOWSKI

OBJET : Projet de transfert de Marseille à Toulon des activités maritimes de la Compagnie Nationale Algérienne de Navigation.
V./Réfer. : Votre lettre REG/2/n° 190 P du 14 février 1977.

Par lettre visée en référence, vous me faites part des problèmes que poserait, pour l'exécution de vos services de la Police de l'Air et des Frontières, le transfert de Marseille à Toulon du trafic de passagers de la Compagnie Nationale Algérienne de Navigation.

Il s'agit là me dites-vous, d'un projet sur lequel vous n'avez que des informations de source officielle.

Je n'ai pas été saisi de cette affaire et je ne peux donc pas vous donner les renseignements que vous auriez souhaités à ce sujet.

En tout état de cause, si elle était saisie, mon administration devrait adopter

une position de neutralité en cette affaire, dès lors où il ne lui serait pas demandé d'effectuer des investissements spécifiques pour permettre l'opération.

Les compagnies de navigation sont en effet libres du choix de leurs escales dans les ports et par conséquent de mettre deux ou plusieurs ports en compétition et c'est donc au plan local, entre ces compagnies et les autorités portuaires (Port Autonome ou Chambre de Commerce et d'Industrie et Service Maritime), que doivent se régler ces questions, et en particulier les conditions d'accueil des navires.

Je vous suggère donc que vos services locaux rapprochent en tant que besoin de ces autorités portuaires pour leur part de leurs préoccupations.

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

64^e épisode

Vers deux heures du matin, un message approuvé par les chefs civils et militaires du Vercors, Clément et le commandant Hervieux, fut remis au sous-lieutenant Chapuis :

Destinataire : Alger.

Texte : La Chapelle, Vassieux, Saint-Martin bombardés par aviation allemande.

Troupes ennemies parachutées sur Vassieux.

Demandons bombardement immédiat.

Avions promis de tenir trois semaines — temps écoulé depuis la mise en place de notre organisation — six semaines.

Demandons ravitaillement en hommes, vivres et matériel.

Moral de la population excellent mais se retournera rapidement contre vous si vous ne prenez pas dispositions immédiates. Et nous serons d'accord avec eux pour dire que ceux qui sont à Londres et à Alger n'ont rien compris à la situation dans laquelle nous nous trouvons et sont considérés comme des criminels et des lâches. Nous disons bien : criminels et lâches.

Une voix lourde relut le télégramme dans la pièce voisine.

Étienne en fut saisi comme d'un cauchemar, comme de l'annonce officielle d'une mort.

Alger... Londres... de Gaulle... tous ! Tous ces noms magnifiques ! Des criminels et des lâches.

Son estomac se creusait, la peur lui tailladait le dos.

Mais alors avec Vichy, les Allemands, Londres, Alger, où aller ? Il n'y avait donc rien ? Plus rien que ces montagnes et les hommes du maquis ?

Les autres, ces forces occultes qu'Étienne imaginait puissantes, bardées d'avions, de canons, de drapeaux, de soldats en uniformes, des criminels et des lâches.

Étienne errait dans la nuit. Il laissait derrière lui la lueur rouge de la maison brûlée de Saint-Martin, et montait vers La Chapelle et Vassieux, deux torches qui éclairaient la vallée.

Des criminels et des lâches.

Il répétait ces mots, il regardait les villages incendiés, sans s'apercevoir qu'il pleurait, sans s'apercevoir qu'il venait de perdre : tout.

À partir de cette date, ses illusions seraient des illusions nouvelles, ses amis seraient éclairés d'une lumière nouvelle qui en ferait pâlir beaucoup ; ses ambitions s'enfonçaient dans la peur, peur d'être trompé, abandonné.

Étienne n'était pas encore un homme qu'il n'était plus un enfant.

Étienne trouva sa mère et sa sœur habillées, malgré l'heure tardive. Emeline l'attendait sur le pas de la porte. Hélène somnolait, la tête sur la table.

Il rangea sa bicyclette dans la grange, cherchant des mots pour expliquer ce qu'il venait d'entendre. Sa mère lui versa une assiette de soupe, qu'il mangea en silence.

Il voulait cacher son désarroi et se donner le temps de réfléchir. Il aborda enfin les explications techniques : Vassieux, les cinq cents parachutistes, les quatre cents maquisards qui les attaquaient, moins bien armés que les Allemands, sans mortiers, sans armes lourdes.

— Je crois, dit-il, que les gars du maquis ont une chance sur deux de s'en sortir.

Une chance sur deux ! Vieljeu, Terro. Cela faisait deux hommes déjà. Hélène pensait à Vieljeu, Emeline pensait à Terro, essayant d'écarter le nom de son père. Étienne devina leurs pensées :

— Et Catillon ? Cela fait trois ! Et puis, j'ai dit cela en l'air, vous savez.

Trop tard, le mot était lâché. Impossible désormais de ne pas calculer le nombre des morts, impossible de ne pas inscrire des noms plutôt que d'autres sur les tombes. Mère et fille pensaient déjà : « Pourvu que... » D'autres, à Vassieux, pensaient « si seulement... » : si seulement j'avais su, si seulement il avait été autre part... Partout, mais pas là.

Le jeu des morts, de leurs proches, de ceux qui peuvent mourir.

La mort surgissait, projetant Emeline vers l'avenir, rejetant Hélène dans le passé.

La jeune fille épouserait un homme simple, avare de mots mal prononcés, prodigue de chansons étrangères qu'il marmonnait seul dans les coins : Terro, digne comme un Anglais, malgré son air fiévreux. Terro qu'Emeline considérait comme un enfant mal équilibré. Comment cet enfant avait-il pu lui faire peur, au début ?

(à suivre)

LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE ! LA GAUCHE, C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME !

UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION SOCIALISTE !

Après la défaite de la droite aux municipales, la gauche masque ses divisions, étouffe les luttes et se prépare à gérer, en 1978, le capitalisme en crise.

Les travailleurs de France disent : « Cette société fait faillite »

Des **SIDERURGISTES** de LORRAINE : « Non à la déportation, non à la restructuration ! »

Des **PECHEURS BRETONS** : « Non au pillage, non à la pollution de la mer ! »

Des **TRAVAILLEURS** de PUK-CHIMIE

Des **CHEMINOTS**

Des **MINEURS**

MANIFESTATION

3 AVRIL 10 h. METRO OBERKAMPF

« Nous voulons une autre société, dirigée par la classe ouvrière »

Des **JEUNES** : « Non au chômage, nous voulons le socialisme »

Des **PAYSANS** du MIDI : « Unité des ouvriers et des paysans ! »

Des **ouvriers** de BRETAGNE, des **ouvrières** de la SESCOSEM : « Nous voulons vivre et travailler au pays »

Dans les **USINES OCCUPÉES** : « Oui, une autre société est possible ! »

Intervention centrale

Des **REVOLUTIONNAIRES ITALIENS**

Des **SYNDICALISTES ESPAGNOLS**

Des **DISSIDENTS SOVIETIQUES** : « Brejnev, c'est le fascisme ! »

Musique : **CARLOS ANDREOU, VIVA LA VIDA, et le groupe IMAGO**

3 PARIS M^o Maubert RASSEMBLEMENT

AVRIL MUTUALITÉ COMMUNISTE

14 heures

à l'appel du

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
1 AN 300 F

Nom
Prénom
Adresse
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F
Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois)

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 324 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire - 56 942

Attention !!

DÈS AUJOURD'HUI
NOTRE NOUVEAU
NUMÉRO :



636.73.76.

La Commune au jour le jour

Par Paule SACONNET

Dimanche 2 avril 1871



La Commune promulgue l'un de ses premiers décrets. Peut-être le plus populaire, étant donné la constante intrusion du clergé dans tous les aspects de la vie, comme le montre cette «marche au vote», curé en tête, dans la ville bretonne.

Voici ce décret :

«La Commune de Paris, considérant que le premier des principes de la République française est la liberté ; considérant que la liberté de conscience est la première des libertés ; considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi ; considérant en fait, que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté,

Décrète : Art. 1^{er} : l'Eglise est séparée de l'Etat
Décrète : Art. 2 : le budget des cultes est supprimé

Décrète : Art. 3 : les biens dits de main morte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles ou immeubles, sont déclarés propriétés nationales.

Décrète : Art. 4 : une enquête sera faite immédiatement sur ces biens pour en constater la nature et les mettre à la disposition de la nation».



Les Versaillais, toujours prompts à mijoter un mauvais coup, profitent de ce dimanche des Rameaux pour s'emparer de Courbevoie ; et leurs obus tuèrent leurs premières victimes civiles : des jeunes filles qui, à Neuilly, sortaient de la messe.

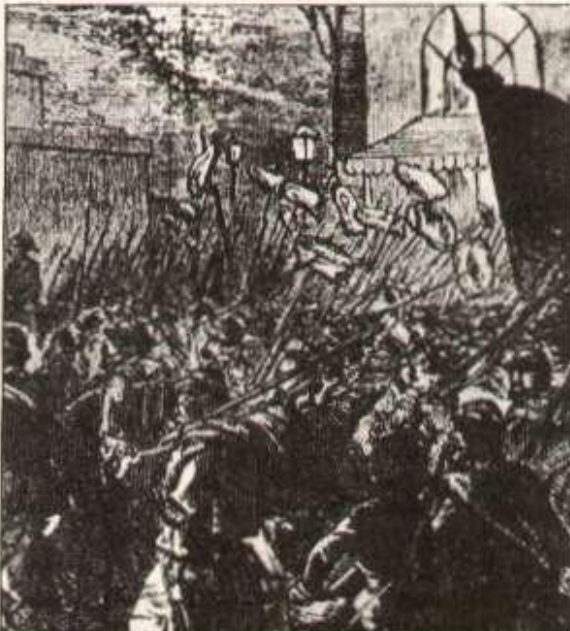
Lissagaray évoque la stupeur que provoqua cette attaque : «Au bruit du canon, Paris s'arrêta. Personne ne croyait à une attaque tant l'on vivait depuis le 18 mars dans une atmosphère de confiance... Quand les nouvelles, les voitures d'ambulance arrivèrent, une même explosion vint de tous les quartiers, les barricades se relevèrent. On traîne les canons sur les remparts de la porte Maillot et des Ternes».



Au bruit du canon versaillais, les femmes qui viennent de connaître toutes les souffrances du siège, sont les premières à descendre dans la rue, en criant : «A Versailles», elles espèrent encore pouvoir «s'expliquer» avec le gouvernement Thiers.

Les jours suivants, de nouveau, elles manifesteront, mais pour inciter les fédérés à faire une sortie offensive contre Versailles.

Lundi 3 avril 1871



Les Fédérés décident de répondre à l'occupation de Courbevoie par une sortie massive contre Versailles. Sortie faite dans l'enthousiasme populaire certes, mais insuffisamment préparée.



L'une des trois colonnes qui doivent converger sur Versailles se trouve brusquement sous le feu du fort du Mont Valérien.

Et c'est la panique. Ce fort, point-clé pour la protection de Paris, abandonné dans sa hâte par Thiers le 18 mars, les Fédérés avaient commis la faute grave de ne pas l'occuper. Il se trouvait aux mains d'un colonel versaillais, mais que l'on croyait sympathisant des insurgés. Ce n'était pas le cas, puisque les obus accueillirent la colonne des Communards.



Une partie de cette colonne reflue vers Neuilly ; mais, sous la direction de Flourens, un membre de la Commune très populaire, un certain nombre de Fédérés continuent leur avance, occupent différents villages : Rueil, Chatou, Bougival. Ils arrivent à 6 kms de Versailles, ce qui provoque un début de panique chez les notables de la ville. Mais ils ne peuvent tenir leur position. Flourens, fait prisonnier, est immédiatement exécuté à coups de sabre. Déjà la veille, comme le dit cyniquement un témoin versaillais : «ceux qui restent après la bagarre, on les adosse au mur d'une mesure et on les passe par les armes».

Programme télé

SAMEDI 2 AVRIL

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis
18 h 40 - Auto-moto 1
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Des magiciens
21 h 30 - Peyton Place
22 h 30 - Sociologie de la danse contemporaine
23 h 20 - TF 1 actualités

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Flash information
19 h 45 - La tirelire
20 h 00 - Le journal
20 h 35 - Histoire de la grandeur et de la décadence de César Biroteau
22 h 00 - Questions sans visage
22 h 55 - Drôle de dessin
23 h 35 - Le journal de l'A 2

FR 3

19 h 05 - Entracte
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 00 - Les animaux chez eux
20 h 30 - Le festival du cirque de Monte-Carlo
21 h 15 - Lettres de Paris et d'ailleurs
22 h 20 - FR 3 actualités

DIMANCHE 3 AVRIL

TF 1

17 h 30 - Qu'est-ce qui fait courir papa ?
18 h 00 - Les voyageurs du temps. Téléfilm
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - TF 1 actualités
20 h 30 - Antoine et Sébastien Film français psychologique de Jean-Marie Périer (1973)
22 h 05 - Questionnaire
23 h 05 - TF 1 actualités

A 2

19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Le journal
20 h 30 - Musique and music Hommage à Georges Brassens
21 h 35 - Scènes de la vie conjugale
22 h 15 - Chefs-d'œuvre en péril
22 h 55 - Les nouvelles

FR 3

19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - FR 3 actualités
20 h 05 - Lassie
20 h 30 - L'homme en question
21 h 30 - Aspects du court métrage
22 h 20 - FR 3 actualités
22 h 30 - Limposteur Film américain dramatique de Julien Duvivier (1942)

ALBANIE: La lutte pour le dépérissement de l'Etat

Armée et police dans la Révolution

Par Abraham BEHAR et Camille NOEL

Le 3 avril prochain, les masses albanaises éliront leurs nouveaux Conseils Populaires. La campagne électorale a été l'occasion d'un large débat populaire sur le dépérissement de l'Etat et le renforcement du Parti Communiste les deux grandes leçons de la Commune de Paris. Près de six mois après le VII^e congrès du PTA, il nous a paru nécessaire d'évoquer la nouvelle étape de la révolution albanaise qui pose le problème fondamental du socialisme, comme phase transitoire d'un régime d'exploitation capitaliste à l'abolition de toute exploitation, par l'abolition de toute classe.

Une des premières mesures prises par les Communistes de 1871 fut d'abolir l'armée bourgeoise et la police impériale pour leur substituer l'organisation du peuple en armes. De fait, alors que les masses engagent le processus de dépérissement de l'Etat, que deviennent la police et l'armée ?

UNE POLICE SOUS LE CONTRÔLE DES MASSES

Il est très courant de voir les ouvriers d'un quartier organiser, avec le Front Démocratique, des réunions de critiques et de propositions sur l'attitude de tel ou tel agent de leur quartier. A cela quoi d'étonnant, puisque, pour le camarade Enver Hoxha, «les travailleurs de la Sécurité de l'Etat ne sont que de simples travailleurs du Parti, en premier lieu des travailleurs politiques et rien que cela. S'ils oublient un seul instant ce précepte du Parti, ils ne valent pas comme travailleurs des organes des affaires intérieures. Ils font partie d'un des organes de la dictature du prolétariat et se trouvent en lutte contre les ennemis de classe, contre les ennemis du Parti et du peuple. Il leur appartient de saisir le sens profond des normes de la vie du Parti et de les mettre scrupuleusement en œuvre, parce que ces normes, depuis la discipline de fer, la saine garde du secret, et jusqu'à la ligne de masse, l'appui sur les masses et le contrôle de la part des masses, tous ces facteurs dans leur ensemble constituent l'épine dorsale de l'activité de ce détachement».

Dès lors, et c'est là l'élément fondamental de la police et des organes de sûreté intérieure en Albanie, les masses, en prenant en charge l'appareil d'Etat, assurent leur hégémonie politique et idéologique sur leur police : «Les travailleurs de la Sécurité et des sections des affaires intérieures, comme tous les autres travailleurs, doivent être placés sous le contrôle des masses et leur rendre compte en tant qu'activistes politiques. Donc, la lutte contre l'ennemi, ils doivent la mener avec les masses et au sein de celles-ci. Ils ne peuvent pas demeurer à l'écart des masses. S'ils se tiennent auprès des masses et travaillent avec elles, celles-ci en les voyant à la tâche, seront en mesure de juger s'ils travaillent bien ou mal».

ARMÉE ET LUTTE DE CLASSE

A l'encontre de la police, sur laquelle le contrôle des masses est effectif, l'armée demeure un secteur où, incontestablement, aux dires mêmes des camarades albanais, le processus de dépérissement de l'Etat est le moins engagé. Dès lors que l'armée, participe à la lutte des classes qui se poursuit sous la dictature du prolétariat, elle est elle-même traversée par les contradictions de classe.

Ces contradictions, en s'aiguissant, peuvent retarder, voire même bloquer, l'émergence du contrôle populaire sur l'armée. Ce fut ce dernier enjeu qui était au centre de l'affrontement entre le Comité Central du PTA et le groupe mené par Begir Balluku, en 1975. Au VII^e Congrès du PTA, Begir Balluku, Petrit Dume et Hito Çako ont été accusés d'avoir constitué «une fraction à la tête de l'armée, un groupe de comploteurs qui avaient pour but de renverser le Comité

Central, par la force et un putsch armé, d'anéantir le Parti du Travail et la dictature du prolétariat, avec l'appui et l'intervention armée de l'étranger. Afin d'atteindre leurs buts, ils ont œuvré à l'affaiblissement de l'organisation du Parti et son rôle dirigeant dans l'armée, à remplacer l'idéologie marxiste-léniniste de notre Parti par l'idéologie révisionniste, à saboter la ligne de notre Parti en matière militaire et à y opposer leurs thèses capitulaires et traîtresses. Ils ont cherché à ruiner la capacité de défense du pays et à introduire dans l'armée d'odieuses méthodes propres aux armées bourgeoises et révisionnistes».

LE PRÉTEXTE DU BLOCUS ET DE L'ENCERCLEMENT

Begir Balluku tirait prétexte du blocus et de l'encerclement impérialiste et révision-



De l'armée populaire aux forces volontaires d'auto-défense populaire, la défense est assurée par le peuple en armes.

niste de l'Albanie, pour affirmer que l'armée nationale ne pourrait faire face à une agression étrangère qu'en s'appuyant sur la technologie militaire fournie par des pays voisins (Yougoslavie, par exemple), et en se transformant en une armée de métier axée d'abord sur les technologies de pointe et non plus sur le peuple en armes. Au moment de la destitution de Balluku, «Rruga e Partisë» expliquait que «Cette conception, à l'encontre de la nôtre, se rattache au développement continu de la crise générale qui sévit dans les pays capitalistes et révisionnistes et au principe antimarxiste selon lequel ce qui décide du sort de la guerre ce seraient la technique militaire, les armes atomiques et nucléaires, chimiques et bactériologiques, les fusées, les satellites, les rayons laser. Chez nous, en revanche, on applique le principe marxiste-léniniste immuable : c'est l'homme au premier chef, qui décide du sort de la guerre».

Il ne s'agit en aucun cas de nier l'importance du matériel. Auquel cas, on ne comprendrait nullement les efforts considé-

rables faits par les camarades albanais pour moderniser leur armée populaire. Dire, toutefois, que l'homme est le facteur décisif, revient à souligner que la politique mise au poste de commandement, c'est l'idéologie qui doit déterminer, et la nature de l'armée, et la stratégie qui en découle.

L'hégémonie politique du prolétariat sur son armée est assurée par le Parti, qui, depuis mars 1966, a instauré des comités communistes dans les unités, les détachements et au niveau de toutes les institutions militaires, en tant qu'organes dirigeants de tout le travail du Parti dans l'armée. D'autre part, les commissaires politiques existent dans les commandements à tous les échelons, et la suppression des grades a aidé à ce que la démocratie prolétarienne s'exerce, en favorisant le développement d'une concertation permanente entre soldats et officiers sur tous les problèmes politiques et disciplinaires.

RENFORCER LE CONTRÔLE OUVRIERS ET PAYSANS

Toutefois, si le peuple albanais, grâce à son Parti, contrôle l'armée populaire, nous avons là un secteur de l'appareil d'Etat qui échappe encore au contrôle direct des ouvriers et des paysans. En tentant de «créer des barrières plus élevées et des fossés plus profonds entre l'armée et le peuple», Balluku a voulu briser la possibilité d'un tel contrôle. Aussi aujourd'hui est-il clairement réaffirmé que «le peuple et l'armée ne faisant qu'un, l'armée prend part à toute la vie politique du pays avec la pleine égalité des droits ; elle considère la question du développement politique, économique et culturel de la RPSA comme sa propre affaire, de même que chaque citoyen considère la défense de la patrie comme sa propre affaire. Chaque unité, chaque détachement entretient des liens étroits et quotidiens avec le district, la ville, l'entreprise, la coopérative agricole et

l'école de la zone ou de la région où il vit et opère, chaque partie aide l'autre dans la solution de problèmes politiques, économiques, culturels et militaires». On voit donc que les modalités du contrôle direct des masses sur l'armée commenceront d'abord par des actions menées en commun par l'armée, les ouvriers et les paysans. Ces actions ont déjà eu lieu de nombreuses fois, notamment l'an dernier, lorsque des usines et des campagnes, des travailleurs se portèrent volontaires avec l'armée pour éviter au pays une catastrophe alimentaire après la destruction par la grêle des récoltes de blé dans la plaine de Lushnjë en relevant les épis de blé couchés, ou en semant du maïs hâtif.

Pour renforcer le contrôle ouvrier et paysan direct sur l'armée, la nouvelle constitution affirme que «la défense de la patrie et des conquêtes du socialisme est assurée par le peuple en armes, organisé dans les forces armées, qui se composent de l'armée populaire, des forces du ministère de l'intérieur et des forces volontaires d'auto-défense populaire». L'armée populaire, principale force de défense de la démocratie de masse est donc articulée stratégiquement à la police, elle-même sous le contrôle des masses, et aux milices d'auto-défense, c'est à dire à l'organisation du peuple en armes. Contre Balluku, le Comité Central du PTA défendait la stratégie suivante : «En cas d'agression contre la RPSA, c'est le peuple entier, armé et entraîné, qui affrontera les agresseurs pour les abattre. Donc, une armée populaire, comme la nôtre, ne peut faire que la guerre populaire, qui est une guerre des masses populaires, fondée sur le principe «compter sur ses propres forces», la guerre de tout le peuple, guerre très dynamique, de front mais aussi de guérilla, qui fait de chaque coin du pays un point où l'adversaire vient se brûler».

Dès lors, le contrôle des masses sur une armée qui fonde sa stratégie sur leur mobilisation politique, idéologique et militaire, ne peut que se développer toujours plus. C'est la raison pour laquelle la Constitution interdit «l'installation de bases militaires et de troupes étrangères sur le territoire albanais» ; c'est aussi la raison pour laquelle : «Nul n'a le droit de signer ou de reconnaître au nom de la RPSA la capitulation ou l'occupation du pays. Tout acte de cette nature est condamné comme trahison à la patrie». Preuve que l'indépendance d'un pays et d'un peuple passe par l'établissement de la dictature du prolétariat et le renversement de la bourgeoisie, par l'affirmation de la liberté et de l'émancipation sociale des ouvriers et des paysans, grâce au dépérissement de l'Etat. En ce sens, la révolution albanaise répond déjà à ce qui est notre problème.

RECTIFICATIF

Dans le journal de mercredi 30 mars, dans l'article : «les masses édifient le socialisme, le Parti leur en fait prendre conscience», il fallait lire :

Ainsi se renforcent les liens entre le Parti et les sans-parti ouvriers et paysans qui, en désignant eux-mêmes qui doivent être les membres de leur Parti, font de ceux-ci les mandatés des masses.